



Convention-cadre sur les changements climatiques

Distr. générale
16 mai 2025
Français
Original : anglais

Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique

Soixante-deuxième session

Bonn, 16-26 juin 2025

Point 10 de l'ordre du jour provisoire

**Initiative commune de Charm el-Cheikh sur la mise
en œuvre d'une action climatique pour l'agriculture
et la sécurité alimentaire**

Organe subsidiaire de mise en œuvre

Soixante-deuxième session

Bonn, 16-26 juin 2025

Point 10 de l'ordre du jour provisoire

**Initiative commune de Charm el-Cheikh sur la mise
en œuvre d'une action climatique pour l'agriculture
et la sécurité alimentaire**

Travaux effectués par les organes constitués et les entités financières et autres relevant de la Convention, ainsi que par les organisations internationales compétentes, sur les activités liées à l'Initiative commune de Charm el-Cheikh sur la mise en œuvre d'une action climatique pour l'agriculture et la sécurité alimentaire

Rapport de synthèse annuel du secrétariat*

Résumé

On trouvera dans le présent rapport une synthèse des contributions communiquées par les organes constitués et les entités financières et autres relevant de la Convention qui ont mené des activités liées à l'Initiative commune de Charm el-Cheikh sur la mise en œuvre d'une action climatique pour l'agriculture et la sécurité alimentaire depuis 2013. Cette synthèse porte sur des activités menées en vue de donner suite aux résultats de l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture, ainsi que sur des activités antérieures se rapportant à des questions relatives à l'agriculture. Le rapport contient également une synthèse des informations communiquées par les organisations internationales concernées sur les activités liées à l'Initiative commune de Charm el-Cheikh qu'elles ont menées depuis 2013.

* La version originale du présent document a été soumise aux services de conférence après la date prévue en raison des longues consultations internes et externes qui ont été nécessaires pour en achever l'élaboration.



Table des matières

	<i>Page</i>
Abréviations et acronymes	3
I. Introduction	5
A. Contexte	5
B. Mandat	5
II. Travaux effectués par les organes constitués et les entités financières et autres relevant de la Convention	6
A. Comité de l'adaptation	7
B. Fonds pour l'adaptation et Conseil du Fonds	8
C. Centre-Réseau des technologies climatiques et Conseil consultatif du Centre-Réseau	8
D. Groupe consultatif d'experts	9
E. Comité exécutif du Mécanisme international de Varsovie	10
F. Groupe de facilitation de la plateforme des communautés locales et des peuples autochtones	11
G. Fonds pour l'environnement mondial, Fonds pour les pays les moins avancés et Fonds spécial pour les changements climatiques	13
H. Fonds vert pour le climat	15
I. Comité de Katowice sur les impacts	16
J. Groupe d'experts des pays les moins avancés	18
K. Réseau de Santiago	19
L. Comité permanent du financement	19
M. Comité exécutif de la technologie	21
III. Travaux effectués par des organisations internationales	22
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	22
Annexes	
I. Mandats et contributions des organes constitués et d'autres entités relevant de la Convention en rapport avec l'Initiative commune de Charm el-Cheikh sur la mise en œuvre d'une action climatique pour l'agriculture et la sécurité alimentaire*	24
II. Relations entre les activités et les objectifs de l'Initiative commune de Charm el-Cheikh sur la mise en œuvre d'une action climatique pour l'agriculture et la sécurité alimentaire	40
Références	41

* La version originale du présent document n'a pas été revue par les services d'édition.

Abréviations et acronymes

BUR	Rapport biennal actualisé
CA	Comité de l'adaptation
Cadre intégré pour les PNA et les ODD	Cadre intégré pour les plans nationaux d'adaptation et les objectifs de développement durable
CCAFS	Programme de recherche du CGIAR sur les changements climatiques, l'agriculture et la sécurité alimentaire
CDN	Contribution déterminée au niveau national
CET	Comité exécutif de la technologie
CMA	Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris
Comité de Katowice sur les impacts	Comité d'experts de Katowice sur les impacts des mesures de riposte mises en oeuvre
COP	Conférence des Parties
CPF	Comité permanent du financement
CRTC	Centre-Réseau des technologies climatiques
ETF	Cadre de transparence renforcé prévu par l'Accord de Paris
FA	Fonds pour l'adaptation
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FEM-6	Sixième cycle de reconstitution de la Caisse du Fonds pour l'environnement mondial
FEM-7	Septième cycle de reconstitution de la Caisse du Fonds pour l'environnement mondial
FEM-8	Huitième cycle de reconstitution de la Caisse du Fonds pour l'environnement mondial
FOLUR	Programme d'impact sur les systèmes alimentaires, l'utilisation des terres et la restauration
FSCC	Fonds spécial pour les changements climatiques
FSIP	Programme intégré sur les systèmes alimentaires
FVC	Fonds vert pour le climat
FWG	Groupe de facilitation
GCE	Groupe consultatif d'experts
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
Initiative commune de Charm el-Cheikh	Initiative commune de Charm el-Cheikh sur la mise en œuvre d'une action climatique pour l'agriculture et la sécurité alimentaire
KJWA	Action commune de Koronivia pour l'agriculture

LCIPP	Plateforme des communautés locales et des peuples autochtones
LDCF	Fonds pour les pays les moins avancés
LEG	Groupe d'experts des pays les moins avancés
LT-LEDS	Stratégie(s) à long terme de développement à faibles émissions
Mécanisme international de Varsovie	Mécanisme international de Varsovie relatif aux pertes et préjudices liés aux incidences des changements climatiques
PEID	Petit État insulaire en développement
PMA	Pays les moins avancés
PNA	Plan national d'adaptation
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
Programme de travail en faveur des PMA	Programme de travail en faveur des pays les moins avancés
SBI	Organe subsidiaire de mise en œuvre
SBSTA	Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique

I. Introduction

A. Contexte

1. À sa vingt-septième session, la Conférence des Parties (COP) a demandé à l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique (SBSTA) et à l'Organe subsidiaire de mise en œuvre (SBI) de mettre en place l'initiative quadriennale commune de Charm el-Cheikh sur la mise en œuvre d'une action climatique pour l'agriculture et la sécurité alimentaire, y compris la mise en œuvre des résultats de l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture et des activités antérieures se rapportant à des questions relatives à l'agriculture, ainsi que sur des thèmes futurs, sachant que les solutions dépendent du contexte et tiennent compte des situations nationales, les objectifs à poursuivre étant les suivants¹ :

a) Promouvoir, dans l'examen des questions relatives à l'agriculture et à la sécurité alimentaire, une approche globale tenant compte des situations régionales, nationales et locales, qui procure de multiples avantages sur les plans de l'adaptation, des retombées positives de l'adaptation et de l'atténuation, selon les cas, sachant que l'adaptation est une priorité pour les groupes vulnérables, notamment les femmes, les peuples autochtones et les petits exploitants agricoles ;

b) Renforcer la cohérence, les synergies, la coordination, la communication et l'interaction entre les Parties, les organes constitués et les secteurs d'activité, les entités fonctionnelles du Mécanisme financier, le Fonds pour l'adaptation, le Fonds pour les pays les moins avancés et le Fonds spécial pour les changements climatiques afin de faciliter la mise en œuvre d'une action visant à traiter les questions liées à l'agriculture et à la sécurité alimentaire ;

c) Promouvoir les synergies et renforcer la mobilisation, la collaboration et les partenariats parmi les organisations nationales, régionales et internationales et les autres parties prenantes, ainsi que dans le cadre des processus et initiatives pertinents, afin d'améliorer la mise en œuvre de l'action climatique pour traiter les questions liées à l'agriculture et à la sécurité alimentaire ;

d) Fournir aux Parties, aux organes constitués et aux entités fonctionnelles du Mécanisme financier un appui et des conseils techniques sur l'action climatique visant à traiter les questions liées à l'agriculture et à la sécurité alimentaire, en respectant l'approche impulsée par les Parties et conformément à leurs procédures et mandats respectifs ;

e) Développer les travaux de recherche-développement sur les questions liées à l'agriculture et à la sécurité alimentaire et consolider et partager les informations, les connaissances (y compris le savoir autochtone et local), les expériences, les innovations et les meilleures pratiques scientifiques, technologiques et autres ;

f) Évaluer les progrès réalisés dans la mise en œuvre de l'action climatique et la coopération en la matière en vue de traiter les questions liées à l'agriculture et à la sécurité alimentaire ;

g) Partager des informations et des connaissances sur l'élaboration et la mise en œuvre de politiques, de stratégies et de plans nationaux relatifs aux changements climatiques, tout en tenant compte des besoins et des contextes propres à chaque pays.

B. Mandat

2. À sa vingt-septième session, la COP a demandé au secrétariat d'appuyer l'Initiative commune de Charm el-Cheikh sur la mise en œuvre d'une action climatique pour l'agriculture et la sécurité alimentaire en établissant un rapport de synthèse annuel sur les travaux effectués par les organes constitués et les entités financières et autres relevant de la Convention, ainsi que par les organisations internationales compétentes, sur les activités liées à l'Initiative commune^{2,3}.

¹ Décision 3/CP.27, par. 14.

² Décision 3/CP.27, par. 15 a).

³ Le présent rapport a été élaboré grâce au soutien financier des Gouvernements allemand et australien.

3. À leurs soixantièmes sessions respectives, le SBSTA et le SBI ont rappelé le paragraphe 13 de la décision 3/CP.27, dans lequel la présidence actuelle de la COP et ses futures présidences, les champions de haut niveau pour l'action climatique et d'autres acteurs étaient invités, lorsqu'ils encourageaient les initiatives en faveur du climat, à tenir compte des conclusions mentionnées au paragraphe 2 de ladite décision dans l'examen des questions relatives à l'agriculture, et à favoriser le partage des informations et des connaissances sur les pratiques optimales et les moyens de mise en œuvre. Ils ont souligné la contribution potentielle des initiatives en cours à la mise en œuvre de l'Initiative commune et ont invité le secrétariat à inclure des informations sur les progrès réalisés dans le cadre de ces initiatives ainsi que leurs résultats dans le rapport de synthèse annuel⁴.

4. À leurs soixantièmes sessions respectives, le SBSTA et le SBI ont invité les organisations internationales concernées à communiquer, avant le 31 décembre de chaque année, des informations sur les activités qu'elles mènent liées à l'Initiative commune, par l'intermédiaire du portail en ligne de Charm el-Cheikh⁵. Ils ont demandé au secrétariat d'établir le rapport de synthèse annuel en tenant compte de ces informations, et de le mettre à leur disposition pour examen à leurs premières sessions ordinaires respectives de chaque année, à compter de 2025. Ils ont précisé que le premier rapport de synthèse annuel devrait couvrir la période qui débutait en 2013 afin de porter également sur l'application des mesures décidées dans le cadre de l'Action commune de Koronivia et les activités antérieures⁶.

5. Parmi les activités antérieures figurent cinq ateliers de session organisés entre 2013 et 2016 en réponse à la demande formulée, à sa dix-septième session, par la COP, qui avait demandé au SBSTA d'examiner les questions relatives à l'agriculture afin que des points de vues soient échangés⁷. Une vue d'ensemble des travaux du SBSTA consacrés à l'agriculture est disponible sur le site Web de la Convention⁸.

6. À sa vingt-troisième session, la COP a prié le SBI et le SBSTA d'examiner ensemble les questions relatives à l'agriculture, notamment dans le cadre d'ateliers et de réunions d'experts, en coopérant avec les organes constitués au titre de la Convention et compte tenu des vulnérabilités de l'agriculture aux changements climatiques et des modes d'examen des questions de sécurité alimentaire⁹. À la même session, les Parties ont défini, d'un commun accord, six domaines d'action globaux sur lesquels les premiers travaux devraient porter¹⁰. Une vue d'ensemble des activités menées de 2017 à 2022 dans le cadre de l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture est disponible sur le site Web de la Convention¹¹.

II. Travaux effectués par les organes constitués et les entités financières et autres relevant de la Convention

7. On trouvera dans la présente section une synthèse des contributions communiquées par les organes constitués et les entités financières et autres relevant de la Convention qui ont mené des activités liées à l'agriculture et à la sécurité alimentaire depuis 2013. Cette synthèse traite des activités liées à la suite donnée aux résultats de l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture et des activités antérieures portant sur des questions liées à l'agriculture (voir par. 5 et 6 ci-dessus).

8. Une liste de documents et d'informations sur le mandat de chaque entité et ses activités, ainsi que des liens vers des sites Web sont présentés à l'annexe I. À l'annexe II, les liens entre les activités menées par chaque entité et les objectifs de l'Initiative commune de Charm el-Cheikh sont indiqués.

⁴ FCCC/SBSTA/2024/7, par. 110, et FCCC/SBI/2024/13, par. 57.

⁵ Établi en application des dispositions de la décision 3/CP.27 (par. 16) ; disponible à l'adresse suivante : <https://unfccc.int/topics/land-use/workstreams/agriculture/sharm-el-sheikh-online-portal>.

⁶ FCCC/SBSTA/2024/7, par. 111, et FCCC/SBI/2024/13, par. 58.

⁷ Décision 2/CP.17, par. 75.

⁸ <https://unfccc.int/topics/land-use/workstreams/agriculture/sbsta-work-on-agriculture>.

⁹ Décision 4/CP.23, par. 1.

¹⁰ Décision 4/CP.23, par. 2.

¹¹ <https://unfccc.int/topics/land-use/workstreams/agriculture/KJWA>.

A. Comité de l'adaptation

9. Le Comité de l'adaptation élabore des études techniques, des boîtes à outils et des notes de synthèse dans lesquels figurent des conseils sur des thèmes liés à la planification et à la mise en œuvre en matière d'adaptation dans le contexte de l'agriculture et la sécurité alimentaire. Ces outils présentent des exemples et des études de cas axés sur l'agriculture et abordent des thèmes plus larges tels que le suivi et l'évaluation du processus d'élaboration et d'exécution des plans nationaux d'adaptation, l'adaptation tenant compte des questions de genre et la mobilisation du secteur privé dans le domaine de l'adaptation.

10. En 2018, le Comité de l'adaptation a organisé, en collaboration avec le secrétariat et le Centre du commerce international, un atelier sur la promotion de la participation du secteur agroalimentaire au renforcement de la résilience face aux changements climatiques. Cet atelier était articulé autour de trois thèmes : l'évaluation des risques climatiques dans le secteur agroalimentaire ; l'application de stratégies d'adaptation dans le secteur agroalimentaire en mettant l'accent sur l'adaptation des petites et moyennes entreprises, grâce à l'accès au financement, aux technologies et au renforcement des capacités et à l'établissement de partenariats public-privé ; et la définition de politiques axées sur les investissements du secteur privé dans le domaine de l'adaptation¹². De 2019 à 2021, le Comité de l'adaptation a présenté des exposés à l'occasion de trois ateliers organisés dans le cadre de l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture.

11. En 2020, le Comité de l'adaptation a élaboré un rapport de synthèse sur la façon dont les pays en développement font face aux risques climatiques, en mettant l'accent sur les enseignements à retenir et les bonnes pratiques. Des exemples de gouvernance, de dispositions institutionnelles et d'innovation technologique y sont présentés. Le secteur de l'agriculture et la sécurité alimentaire y occupent une place prépondérante, puisqu'il s'agit de deux des secteurs les plus touchés au niveau mondial par les aléas climatiques (AC, 2020).

12. En 2022, le Comité de l'adaptation a élaboré un document d'information sur les liens entre l'adaptation et l'atténuation. Le secteur de l'agriculture y est largement cité, en raison de son fort potentiel de synergies entre l'adaptation et l'atténuation, potentiel illustré au moyen d'une analyse des projets financés par les entités fonctionnelles du Mécanisme financier et du Fonds pour l'adaptation. Les besoins, les défis et les débouchés liés à l'intégration des mesures d'adaptation et d'atténuation dans le développement durable sont présentés dans le document (AC, 2022).

13. Toujours en 2022, le Comité de l'adaptation a élaboré une étude technique sur les technologies d'adaptation portant sur l'innovation, les priorités et les besoins dans les domaines de l'agriculture, des ressources en eau et des zones côtières. Ce document fait la synthèse des besoins technologiques décrits par les Parties dans leurs rapports nationaux et fournit des informations sur la manière dont le Centre-Réseau des technologies climatiques aide les pays à mener des activités liées aux technologies dans les domaines susmentionnés. Des technologies autochtones, nouvelles et innovantes sont décrites. Les auteurs analysent également les obstacles, les lacunes et les défis ainsi que les bonnes pratiques en matière de recensement, de mise au point et d'adoption des technologies dans les domaines de l'agriculture, des ressources en eau et des zones côtières, y compris des informations sur les réglementations, les institutions et les systèmes liés aux environnements porteurs (CCNUCC, 2022).

14. Des informations supplémentaires sur les travaux menés de 2013 à 2019 par le Comité de l'adaptation sur des questions liées à l'agriculture sont présentées dans le rapport sur le premier atelier organisé dans le cadre de l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture¹³ et dans la présentation faite par le Comité à l'occasion de cet atelier¹⁴.

¹² Voir <https://unfccc.int/event/adaptation-committee-fostering-engagement-of-the-agri-food-sector-in-resilience-to-climate-change>.

¹³ FCCC/SB/2019/INF.1, par. 12 à 14.

¹⁴ Disponible à l'adresse suivante : <https://unfccc.int/sites/default/files/resource/COP24%20Koronivia%20Workshop%20AC%20Presentation.pdf>.

B. Fonds pour l'adaptation et Conseil du Fonds

15. Au 26 février 2025, le Fonds pour l'adaptation avait approuvé 183 projets, correspondant à un montant total de 1,25 milliard de dollars des États-Unis, dont 169 millions de dollars alloués au secteur agricole et 209 millions de dollars, aux programmes axés sur la sécurité alimentaire. Le portefeuille du Fonds pour l'adaptation comprend des projets dans plus de 110 pays et plus de 40 % des fonds sont alloués aux pays les moins avancés et aux petits États insulaires en développement afin de donner les moyens d'agir aux populations les plus vulnérables. Par région, l'Afrique a bénéficié, depuis 2010, de la plus grande part des investissements réalisés dans les secteurs de l'agriculture et de la sécurité alimentaire (48 et 52 % respectivement), suivie de l'Amérique latine et des Caraïbes (27 et 24 %), de la région Asie-Pacifique (22 et 21 %) et de l'Europe orientale (3 % chacune)¹⁵.

16. Le Fonds pour l'adaptation a financé des projets visant à renforcer la climatorésilience des agriculteurs, des peuples autochtones et des communautés locales. Parmi les exemples figurent : 1) un projet d'un montant de 14 millions de dollars É.-U. en Colombie et en Équateur visant à réduire la vulnérabilité climatique des communautés locales autochtones et d'origine africaine et des écosystèmes dont elles dépendent en promouvant la sécurité alimentaire, la nutrition et l'égalité des sexes et en contribuant à la consolidation de la paix ; 2) un projet d'un montant de 4 millions de dollars É.-U. en Côte d'Ivoire visant à promouvoir un accès durable à des technologies améliorées de gestion de l'eau et à des systèmes de riziculture climatorésilients pour les petits exploitants agricoles ; et 3) un projet d'un montant d'un million de dollars É.-U. en Inde pour l'introduction d'une combinaison de technologies agricoles intelligentes face au climat et d'activités de renforcement des capacités à l'intention des petits exploitants et des paysans cultivant des terres à rendement marginal dans le nord-ouest de la région himalayenne.

17. De 2018 à 2021, le Fonds pour l'adaptation et le Conseil du Fonds ont présenté des exposés à l'occasion de deux ateliers organisés dans le cadre de l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture.

18. Grâce à son Programme de développement de la capacité d'accès au financement de l'action climatique, le Fonds pour l'adaptation aide les pays en développement à renforcer leur capacité à accéder au financement de l'action climatique et à le gérer dans l'objectif de mettre en œuvre des projets d'adaptation et de renforcement de la résilience dans des secteurs qui incluent la sécurité alimentaire et l'agriculture¹⁶. Au 26 février 2025, le Programme avait déboursé plus de 2,5 millions de dollars É.-U. en subventions. Les projets appuyés par le Programme portent souvent sur l'application de pratiques agricoles climatorésilientes, telles que l'utilisation de cultures résistantes à la sécheresse, l'amélioration des systèmes d'irrigation et la promotion d'une gestion durable des terres. En outre, en partenariat avec le Fonds vert pour le climat, le Fonds pour l'adaptation soutient le réseau de praticiens des entités à accès direct, qui favorise l'échange international de connaissances établies en collaboration et a créé un « écosystème » axé sur le renforcement des capacités au sein des communautés locales et des institutions dans 32 pays¹⁷.

19. Depuis 2013, le Fonds pour l'adaptation a produit des ressources sur l'agriculture et la sécurité alimentaire, parmi lesquelles figurent le bilan de l'expérience acquise par le Fonds dans le domaine du renforcement de la résilience à long terme grâce à la sécurité alimentaire (AF, 2022) ainsi que de nombreux rapports sur la surveillance du portefeuille rendant compte de l'exécution de projets au Chili, au Costa Rica, au Rwanda et aux Seychelles.

C. Centre-Réseau des technologies climatiques et Conseil consultatif du Centre-Réseau

20. De 2013 à 2024, le Centre-Réseau des technologies climatiques a fourni une assistance technique à plusieurs pays dans des domaines tels que l'agriculture intelligente et résiliente face aux changements climatiques. Parmi les exemples d'assistance figurent le

¹⁵ Voir le document AFB/EFC.8/9 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

¹⁶ Voir <https://www.adaptation-fund.org/readiness>.

¹⁷ Voir <https://www.adaptation-fund.org/readiness/community-of-practice>.

développement d'une méthodologie et d'une capacité nationale de suivi des changements climatiques et de leurs répercussions sur l'agriculture au Soudan, l'élaboration d'un manuel sur l'agriculture intelligente face aux changements climatiques destiné aux communautés au Zimbabwe, et le renforcement des capacités techniques pour une agriculture climatorésiliente grâce à la révision des politiques nationales et à l'amélioration des systèmes de gestion des données aux Fidji.

21. De 2019 à 2021, le Centre-Réseau et le Conseil consultatif du Centre-Réseau ont présenté des exposés à l'occasion de trois ateliers organisés dans le cadre de l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture. En 2022, le Centre-Réseau a organisé, pendant trois jours, en collaboration avec l'Université nationale de Séoul, un programme de renforcement des capacités relatives aux applications numériques dans le secteur agricole, portant notamment sur l'utilisation de l'agriculture intelligente pour améliorer la production agricole et rationaliser l'utilisation des ressources¹⁸. Les résultats d'une enquête menée à l'occasion de cette manifestation montrent une forte demande pour des technologies qui prennent en compte les interactions entre l'eau, l'énergie et l'alimentation, qui améliorent les processus existants et qui renforcent l'acceptation des produits agricoles par le marché.

22. Le Centre-Réseau est l'entité d'exécution de l'Accélérateur d'innovation climatique du Fonds pour l'adaptation¹⁹, programme en deux phases dont le financement total s'élève à 15 millions de dollars É.-U. Dans le cadre de ce programme, de nombreuses technologies agricoles numériques ont été expérimentées, notamment des services d'information sur le climat, des systèmes d'alerte précoce pour divers aléas et des mécanismes agrométéorologiques ; des systèmes de télédétection et d'information géographique pour la surveillance de la dégradation des sols et de la déforestation ; ainsi que des drones utilisés pour recueillir, en temps réel, des données et des images haute résolution afin d'aider les pays à prendre des décisions éclairées en matière d'épandage d'engrais, d'irrigation et de lutte contre les ravageurs. Ce programme vise à renforcer les systèmes nationaux d'innovation et à créer un environnement propice aux investissements du secteur privé, le marché des investissements dans l'adaptation devant, selon les prévisions, atteindre 2 000 milliards de dollars É.U. d'ici à 2026.

D. Groupe consultatif d'experts

23. En 2015, trois ateliers de formation régionaux sur l'évaluation de la vulnérabilité et de l'adaptation organisés par le Groupe consultatif d'experts comportaient des éléments liés à l'agriculture²⁰. Une formation sur les modèles fondés sur les processus, tels que le système d'aide à la décision pour le transfert de technologies agricoles, et sur les modèles d'équilibre général, tels que le modèle du Global Trade Analysis Project, a été dispensée. Un modèle d'analyse des obstacles et des opportunités liés au lancement d'une simulation pour le secteur agricole a été présenté aux participants. En 2017, le Groupe consultatif d'experts a organisé deux séminaires en ligne sur l'évaluation des mesures d'atténuation, consacrés principalement à l'élaboration de niveaux de référence uniformisés et au potentiel d'atténuation du secteur agricole²¹.

24. Des informations supplémentaires sur les travaux menés par le Groupe consultatif d'experts, de 2013 à 2019, sur des questions liées à l'agriculture sont présentées dans le rapport sur le premier atelier organisé dans le cadre de l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture²² et dans la présentation faite par le Groupe consultatif à l'occasion de cet atelier²³.

¹⁸ Voir <https://www.ctc-n.org/news/ctcns-palo-now-hosting-3-day-capacity-building-programme-digital-technology-applications>.

¹⁹ Voir <https://www.adaptation-fund.org/apply-funding/innovation-grants/adaptation-fund-climate-innovation-accelerator-afcia>.

²⁰ Voir le document FCCC/SBI/2015/20 pour le rapport sur ces ateliers.

²¹ Voir le document FCCC/SBI/2017/15, par. 30 et 31.

²² FCCC/SB/2019/INF.1, par. 23 à 25.

²³ Disponible à l'adresse suivante : https://unfccc.int/sites/default/files/resource/Koronivia_Agriculture_WS_final.pdf.

25. Le Groupe consultatif d'experts a élaboré divers documents techniques visant à aider les pays en développement à communiquer des informations sur le climat, y compris des données relatives au secteur agricole. Il s'agit notamment d'orientations en matière d'adaptation et d'atténuation pour l'établissement de rapports au titre du cadre de transparence renforcé des mesures et de l'appui, du manuel du cadre de transparence et de supports de formation sur l'évaluation de la vulnérabilité et de l'adaptation et sur les inventaires nationaux de gaz à effet de serre. Le Groupe consultatif d'experts a également élaboré une boîte à outils²⁴, dans laquelle figurent des études de cas nationales sur les dispositifs institutionnels de mesure, de notification et de vérification au titre de la Convention et de l'Accord de Paris, y compris l'expérience en matière de communication de données relatives au secteur de l'agriculture. En collaboration avec le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, le Groupe consultatif d'experts a élaboré des supports de formation en ligne sur l'application des *Lignes directrices 2006 du GIEC pour les inventaires nationaux de gaz à effet de serre* dans tous les secteurs concernés, y compris celui de l'agriculture²⁵.

E. Comité exécutif du Mécanisme international de Varsovie

26. Le Comité exécutif du Mécanisme international de Varsovie considère l'agriculture et la sécurité alimentaire comme des éléments transversaux de ses travaux. Il met en place des groupes d'experts thématiques composés d'experts et de représentants d'organes constitués et de différents organismes. De 2013 à 2024, il a créé cinq groupes sur les thèmes suivants : pertes non économiques, interventions et appui, phénomènes à évolution lente, gestion globale des risques et déplacements²⁶.

27. Grâce à ces groupes d'experts thématiques, le Comité exécutif du Mécanisme international de Varsovie a élaboré une série de supports de connaissances susceptibles d'être utilisés dans le cadre de l'Initiative commune de Charm el-Cheikh, notamment :

a) Un recueil sur les approches globales de gestion des risques (2019), dans lequel figurent des études de cas sur les méthodologies utilisées pour quantifier les pertes et préjudices du secteur agricole liés aux phénomènes climatiques extrêmes (WIM Executive Committee, 2019) ;

b) Une étude technique sur les pertes non économiques (2024), portant sur l'appauvrissement de la biodiversité et les services écosystémiques, la perte de territoire, l'habitabilité et la perte de patrimoine culturel, soit des secteurs liés à l'alimentation et à l'agriculture (WIM Executive Committee, 2024b) ;

c) Un guide technique sur l'intégration des liens entre la mobilité des personnes et les changements climatiques dans les processus nationaux pertinents de planification relative aux changements climatiques (2024), dans lequel figure une analyse des défis et des débouchés concernant les politiques d'adaptation liées à l'agriculture et aux systèmes alimentaires sous différents aspects de la mobilité des personnes, y compris le déplacement, la migration et la relocalisation (WIM Executive Committee, 2024c) ;

d) Une publication contenant des études de cas portant sur des projets financés par le Fonds vert pour le climat en relation avec les axes de travail stratégiques du Mécanisme international de Varsovie (2024), axée plus particulièrement sur l'alimentation et l'agriculture, y compris sur les mesures visant à promouvoir la gestion durable de l'agriculture et des parcours, à établir des brise-vent et des systèmes d'agroforesterie, et à faciliter l'accès aux assurances-récoltes et au financement (WIM Executive Committee, 2024a) ;

²⁴ Voir <https://unfccc.int/CGE/IA>.

²⁵ Voir <https://unfccc.int/process-and-meetings/bodies/constituted-bodies/consultative-group-of-experts/cge-training-materials/cge-training-materials-for-the-preparation-of-national-communications>.

²⁶ Voir l'annexe I pour les liens vers les plans d'action des groupes d'experts thématiques.

e) Un guide technique sur l'élévation du niveau de la mer (2025), portant sur les conséquences de l'élévation du niveau de la mer sur l'alimentation, y compris la perturbation des réseaux trophiques, la baisse de la qualité des produits de la mer – qui a des répercussions sur la santé – et l'évolution des pratiques alimentaires traditionnelles conduisant à un appauvrissement culturel (WIM Executive Committee, 2025a) ;

f) Le deuxième volume du recueil sur les approches globales de gestion des risques, publié en 2025, dans lequel il est démontré que l'insécurité alimentaire due à la sécheresse est une conséquence bien définie et identifiable des changements climatiques qui se manifeste sous diverses formes de pertes et préjudices (WIM Executive Committee, 2025b).

28. En outre, le Comité exécutif du Mécanisme international de Varsovie a organisé des dialogues, des ateliers et d'autres manifestations afin de mieux comprendre la question des pertes et des préjudices et de renforcer la coordination des mesures d'intervention et d'appui dans ce domaine, en tenant compte des questions transversales ayant trait à l'alimentation et à l'agriculture.

29. Des informations supplémentaires sur les travaux menés de 2013 à 2019 par le Comité exécutif du Mécanisme international de Varsovie sur des questions liées à l'agriculture sont présentées dans le rapport sur le premier atelier organisé dans le cadre de l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture²⁷ et dans la présentation faite par le Comité exécutif à l'occasion de cet atelier²⁸.

F. Groupe de facilitation de la plateforme des communautés locales et des peuples autochtones

30. Depuis sa création en 2018, le Groupe de facilitation de la plateforme des communautés locales et des peuples autochtones a élaboré les plans de travail de la plateforme – essentiels pour appréhender les questions liées à l'agriculture et à la sécurité alimentaire sous un angle global – et a facilité l'exécution de ces plans. En 2019, le Groupe de facilitation a organisé, en collaboration avec d'autres organes constitués compétents, une manifestation conjointe sur l'intégration des systèmes de savoirs autochtones et locaux dans les mesures d'adaptation aux changements climatiques, lors de laquelle les discussions étaient principalement axées sur l'agriculture et la sécurité alimentaire²⁹.

31. Au titre du plan de travail initial de la plateforme des communautés locales et des peuples autochtones (2020-2021), le Groupe de facilitation a contribué à des ateliers organisés dans le cadre de l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture, pendant lesquels des informations sur les connaissances et les pratiques des peuples autochtones ont été partagées, y compris leurs approches de la gestion des terres et de l'eau dans le contexte des crises climatiques.

32. Lors des manifestations prescrites de la plateforme des communautés locales et des peuples autochtones, y compris les réunions régionales, les détenteurs de connaissances des sept régions socioculturelles autochtones reconnues par l'ONU ont partagé leurs expériences, leurs récits et leurs connaissances spécialisées, lesquels sont souvent étroitement liés à la relation de réciprocité qu'ils entretiennent avec la nature, notamment en ce qui concerne les pratiques agricoles et les systèmes alimentaires autochtones.

33. À la troisième réunion annuelle des détenteurs de connaissances de la plateforme, qui s'est tenue en marge de la vingt-huitième session de la COP, une table ronde a notamment été organisée sur les approches autochtones visant à nourrir les terres et les populations,

²⁷ FCCC/SB/2019/INF.1, par. 18 et 19.

²⁸ Disponible à l'adresse suivante : https://unfccc.int/sites/default/files/resource/WIMExcom_Presentation_0.pdf.

²⁹ Voir <https://lcipp.unfccc.int/joint-event-integrating-indigenous-and-local-knowledge-adaptation-action>.

pendant laquelle une série de pratiques agricoles autochtones a été mise en évidence en tant que solutions aux changements climatiques³⁰.

34. Lors de la table ronde annuelle des jeunes de la plateforme des communautés locales et des peuples autochtones, qui s'est tenue en marge de la vingt-neuvième session de la COP, les participants des sept régions socioculturelles autochtones reconnues par l'ONU ont partagé des informations sur leurs connaissances et leurs pratiques concernant l'agriculture et la sécurité alimentaire, fondées sur leurs valeurs variées et leurs différentes visions du monde. Parmi les exemples figurent la création de banques de semences autochtones en Amérique centrale et en Amérique du Sud, des mesures de conservation marine tels que le projet *Reefs of Hope* (les récifs de l'espoir) dans le Pacifique et le rétablissement des pratiques agricoles traditionnelles en Amérique du Nord³¹.

35. Dans le cadre du deuxième plan de travail de la plateforme des communautés locales et des peuples autochtones (2022-2024), le Groupe de facilitation a organisé trois rassemblements birégionaux ou régionaux, soulignant l'importance des valeurs et des connaissances autochtones pour ce qui est de favoriser la résilience face aux changements climatiques et les systèmes alimentaires durables :

a) Un rassemblement birégional destiné aux pays d'Afrique et d'Asie, organisé au Tchad en 2022, qui a permis de mettre en lumière des solutions autochtones telles que les banques de semences, la diversification des moyens de subsistance et le rôle moteur des femmes dans la sécurité alimentaire et la gestion de l'environnement³² ;

b) Un rassemblement régional à l'intention des pays du Pacifique, organisé en Australie en 2023, qui a attiré l'attention sur les pratiques autochtones, telles que la construction de systèmes d'étangs à poissons hawaïens³³ ;

c) Un rassemblement régional destiné aux pays de l'Arctique, organisé en Norvège en 2023, auquel ont participé des Inuits, des Sâmes et d'autres détenteurs de savoirs autochtones de toute la région de l'Arctique. L'objectif était de partager des informations sur leur expérience de l'évolution rapide du climat arctique et les pratiques mises en œuvre pour y faire face, afin de mettre en évidence les défis considérables auxquels sont confrontés les peuples autochtones de l'Arctique pour ce qui est de leur sécurité alimentaire et de leurs modes de vie³⁴.

36. En 2023, un atelier sur la promotion d'une véritable participation des peuples autochtones et des communautés locales au processus de la Convention a permis de présenter une vue d'ensemble de l'Initiative commune de Charm el-Cheikh en mettant l'accent sur le renforcement de la capacité des peuples autochtones et des communautés locales à participer à ce processus³⁵.

37. Les activités de cartographie de la plateforme des communautés locales et des peuples autochtones ont mis en évidence des exemples de stratégies mises en œuvre par des Parties, qui intègrent les connaissances autochtones et traditionnelles pour améliorer la résilience agricole et la sécurité alimentaire, notamment celles du Bénin (LT-LEDS), du Brésil (PAN), de la Colombie (LT-LEDS), de Kiribati (PAN), du Nicaragua (BUR), du Niger (BUR), du Samoa (NDC) et de Vanuatu (LT-LEDS).

³⁰ Voir <https://lcipp.unfccc.int/events/lcipp-third-annual-gathering-knowledge-holders-exchange-amongst-knowledge-holders-coordination>.

³¹ Voir <https://lcipp.unfccc.int/events/lcipp-annual-youth-round-table-part-i-exchange-amongst-indigenous-youth-and-youth-local-communities-0> et <https://lcipp.unfccc.int/events/lcipp-annual-youth-round-table-part-ii-dialogue-parties-and-other-stakeholders-0>.

³² Voir <https://lcipp.unfccc.int/events/biregional-gathering-local-people-communities-and-indigenous-peoples-platform>.

³³ Voir <https://lcipp.unfccc.int/events/lcipp-pacific-regional-gathering>.

³⁴ Voir <https://lcipp.unfccc.int/events/lcipp-arctic-regional-gathering>.

³⁵ Voir <https://lcipp.unfccc.int/events/workshop-advancing-meaningful-participation-indigenous-peoples-and-local-communities-unfccc-process>.

G. Fonds pour l'environnement mondial, Fonds pour les pays les moins avancés et Fonds spécial pour les changements climatiques

38. Le Fonds pour l'environnement mondial dispose de trois points d'entrée principaux pour traiter les questions d'agriculture et de sécurité alimentaire : la Caisse du Fonds, le Fonds pour les pays les moins avancés et le Fonds spécial pour les changements climatiques.

39. En 2014, dans le cadre du sixième cycle de reconstitution des ressources du Fonds (FEM-6), deux programmes pilotes d'approche intégrée ont été mis en place : l'un sur la promotion de la durabilité et de la résilience en matière de sécurité alimentaire dans 12 pays subsahariens, appuyé par des investissements d'un montant de 116 millions de dollars É.U. ; et l'autre sur les produits de base, visant à éliminer la déforestation liée aux chaînes d'approvisionnement mondiales d'huile de palme, de soja et de bœuf au Brésil, en Indonésie, au Libéria et au Paraguay³⁶. En 2018, dans le cadre du FEM-7, la plateforme FOLUR (Systèmes alimentaires, utilisation des terres et restauration) a été mise au point en vue de promouvoir des chaînes de valeur et d'approvisionnement alimentaires efficaces, grâce à un investissement d'un montant de 345 millions de dollars É.-U. S'appuyant sur les orientations définies dans le cadre du FEM-6 et du FEM-7, le programme FSIP (programme intégré sur les systèmes alimentaires) a été mis en place dans le cadre du FEM-8 (le Conseil du FEM ayant donné son approbation en 2024) et a bénéficié d'un financement d'un montant de 282 millions de dollars É.-U.³⁷. Le FSIP a pour objectif de s'attaquer aux facteurs sous-jacents de la non-durabilité dans l'ensemble du système alimentaire et sera exécuté dans le cadre de 32 projets nationaux, y compris dans neuf pays figurant parmi les pays les moins avancés et dans un petit État insulaire en développement. Afin de promouvoir la reconnaissance de l'interdépendance des dimensions environnementales, sociales et économiques des systèmes alimentaires, ce programme vise également à assurer la cohérence des politiques grâce à une approche à l'échelle de l'ensemble des pouvoirs publics.

40. L'agriculture et la sécurité alimentaire occupent une place importante dans les portefeuilles du Fonds pour les PMA et du Fonds spécial pour les changements climatiques. L'agriculture, la sécurité alimentaire et la santé sont des domaines thématiques prioritaires du FEM-8. La Grande Muraille verte et le programme *Financing Agrochemical Reduction and Management Plus* sont deux exemples d'initiatives régionales soutenues par le Fonds pour les PMA et la Caisse du Fonds pour l'environnement mondial qui favorisent l'adaptation de l'agriculture et des systèmes alimentaires.

41. La vision à long terme sur la complémentarité, la cohérence et la collaboration entre le Fonds vert pour le climat et le Fonds pour l'environnement mondial sous-tend la collaboration entre les deux entités³⁸. En 2023, le Fonds pour l'adaptation, le Fonds vert pour le climat, le Fonds pour l'environnement mondial et les Fonds d'investissement pour le climat ont fait une déclaration commune dans laquelle ils s'engageaient à renforcer la complémentarité et la cohérence entre eux et à s'employer à harmoniser leurs procédures afin d'améliorer l'accès au financement.

42. De 2018 à 2021, le Fonds pour l'environnement mondial a présenté des exposés à l'occasion de six ateliers organisés dans le cadre de l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture.

43. Les initiatives *Resilient Food Systems and Good Growth Partnership* (dans le cadre du FEM-6), FOLUR (dans le cadre du FEM-7) et FSIP (dans le cadre du FEM-8) sont pertinentes quant à la promotion des synergies et de la collaboration entre les parties prenantes. Dans le cadre des activités relevant du Fonds pour les PMA et du Fonds spécial pour les changements climatiques, la collaboration a été encouragée entre les gouvernements, les institutions, les parties prenantes du secteur privé et les groupes vulnérables, notamment les femmes, les jeunes, les communautés locales et les peuples autochtones. Le projet de

³⁶ Voir <https://www.thegef.org/what-we-do/topics/integrated-approach-pilots>.

³⁷ Voir <https://www.thegef.org/projects-operations/projects/11214>.

³⁸ Voir le document GEF/C.60/08 du Conseil du FEM.

résilience face aux changements climatiques dans le secteur de la pêche dans les Caraïbes est un exemple de cette collaboration³⁹.

44. Le Fonds pour l'environnement mondial fournit un appui et des conseils techniques à un large éventail de parties prenantes sur l'action climatique liée à l'agriculture et à la sécurité alimentaire par le biais de ses programmes. Le *Resilient Food Systems Regional Hub* (centre régional pour des systèmes alimentaires résilients) coordonne les mesures prises dans le cadre de 12 projets nationaux, en offrant également une assistance technique et en organisant des forums régionaux. Le Centre utilise la plateforme SmartME pour le suivi et l'évaluation des projets. La collaboration, dans le cadre du *Good Growth Partnership*, avec des organisations telles que le Forum mondial sur les paysages, l'Institut des ressources mondiales (WRI) et le Fonds mondial pour la nature (WWF) a renforcé l'action climatique pour l'agriculture et la sécurité alimentaire en tirant parti des partenariats avec le secteur privé pour susciter un changement systémique. De nombreux projets nationaux sont coordonnés dans le cadre du FSIP. Ce programme vise à transformer les systèmes alimentaires à l'échelle mondiale en tirant parti de partenariats établis avec des forums politiques mondiaux, des institutions, des cadres financiers et des réseaux d'acteurs du secteur privé et de la société civile, ou dans le cadre de ces instances, ainsi qu'en créant des réseaux de praticiens à partir de groupements thématiques de projets, y compris ceux qui relèvent du programme FOLUR.

45. La stratégie de gestion des connaissances et d'apprentissage mise en place dans le cadre du FEM-8 vise à exploiter et à gérer les ressources en connaissances afin que le Fonds pour l'environnement mondial puisse créer des biens publics, accroître les flux de connaissances et créer un environnement propice à l'apprentissage et au renforcement des capacités, notamment pour ce qui est des questions liées à l'agriculture et à la sécurité alimentaire (GEF, 2024). Toujours dans le cadre du FEM-8, un nouveau guichet de financement, le guichet innovation (*Innovation Window*), a été créé pour les investissements dans le développement et l'intensification d'activités innovantes qui génèrent des connaissances précieuses pour le bien public mondial. Deux projets liés aux systèmes alimentaires ont été sélectionnés dans le cadre du guichet Innovation et se sont vu attribuer 1,9 million de dollars É.-U : C3 Labs Collaboration for Complex Challenges et Accelerating Integration, Policy Coherence, and Food Systems Investment⁴⁰.

46. Le Bureau indépendant d'évaluation du FEM évalue les progrès réalisés dans le cadre des programmes du Fonds, y compris les projets du Fonds pour les PMA et du Fonds spécial pour les changements climatiques. Lors d'un examen des programmes pilotes d'approche intégrée effectué en 2018, le Bureau a constaté que les projets liant l'atténuation, l'adaptation et la biodiversité avaient des répercussions positives durables sur l'agriculture et les systèmes alimentaires et a indiqué que la gestion adaptative était essentielle aux interventions agricoles résilientes (GEF, 2018).

47. Les projets de coordination mondiale menés dans le cadre des programmes FOLUR et FSIP contribuent au partage des connaissances en créant des plateformes mondiales de connaissances et en fournissant une assistance technique grâce à laquelle les gouvernements sont mieux à même de définir et d'appliquer des politiques qui intègrent la durabilité et la résilience face aux changements climatiques dans les systèmes alimentaires et les systèmes d'utilisation des terres. Le Fonds pour les PMA et le Fonds spécial pour les changements climatiques encouragent l'échange de connaissances par le biais d'initiatives régionales qui permettent aux pays d'apprendre les uns des autres et d'adapter leurs politiques en conséquence. Dans le cadre du FEM-8, les deux Fonds ont organisé, en 2023 et 2024, une série de six ateliers sur l'adaptation, auxquels ont participé 69 des pays les moins avancés ainsi que de petits États insulaires en développement.

³⁹ Voir le document GEF/LDCF.SCCF.35/03, par. 81, du Conseil LDCF/SCCF.

⁴⁰ Voir <https://www.thegef.org/newsroom/press-releases/gef-announces-winners-first-innovation-window-funds>.

H. Fonds vert pour le climat

48. Dans le contexte de l'appui du Fonds vert pour le climat lié aux objectifs de l'Initiative commune de Charm el-Cheikh, le Plan stratégique du Fonds 2024-2027⁴¹, dans lequel figurent les grandes orientations des programmes et les priorités opérationnelles et institutionnelles pour le deuxième cycle de reconstitution du Fonds, fixe un objectif pour les systèmes alimentaires et agricoles : parvenir à ce que 190 à 280 millions de bénéficiaires adoptent des pratiques agricoles et de pêche à faibles émissions et climatorésilientes et, par conséquent, assurent leurs moyens de subsistance tout en reconfigurant les systèmes alimentaires. Le Fonds vert pour le climat cherche également à faire participer les acteurs du secteur privé en déployant des financements mixtes adaptés au contexte, conformément à sa stratégie relative au secteur privé⁴². En tirant parti de ses instruments flexibles de réduction des risques pour les propositions de financement, le FVC vise à prouver le bien-fondé d'une diffusion plus large axée sur le marché, en couvrant des domaines où le potentiel d'investissements du secteur privé est encore inexploité (par exemple, l'agriculture résiliente face aux changements climatiques).

49. Au 28 février 2025, le portefeuille de projets approuvés par le FVC concernant l'agriculture et la sécurité alimentaire s'élevait à 2,1 milliards de dollars É.-U. au niveau mondial et représentait 161 propositions de financement approuvées⁴³. Les projets approuvés et les projets en cours d'élaboration ont en commun un objectif unique et une approche globale de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, abordant à la fois les possibilités d'adaptation et d'atténuation tout en accordant une attention particulière aux groupes vulnérables, aux peuples autochtones et aux petits exploitants agricoles.

50. Le Fonds vert pour le climat soutient les pays en développement en appliquant une approche à quatre volets consistant à : 1) renforcer la planification et la programmation transformationnelles, y compris le renforcement des capacités des pays à définir des investissements transformationnels pour les secteurs de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, compte tenu de leurs contributions déterminées au niveau national et de leurs plans nationaux d'adaptation ; 2) stimuler l'innovation en matière de climat grâce aux investissements dans des modèles commerciaux, des technologies et des instruments de financement à fort potentiel, y compris les technologies numériques et les assurances climatiques indicielles ; 3) mobiliser des financements à grande échelle en utilisant une gamme d'instruments de financement mixte et une structuration innovante pour réduire les risques et stimuler les financements publics et privés ; et 4) encourager les coalitions et le partage des connaissances et appuyer la diffusion et l'adoption des meilleures pratiques, des méthodes et des normes pour ce qui est des investissements climatiques transformationnels afin de reproduire les mesures et de les intensifier.

51. En 2017, le Conseil du Fonds vert pour le climat a adopté un cadre opérationnel visant à renforcer la complémentarité et à améliorer la cohérence avec les opérations et les processus d'autres institutions de financement de l'action climatique, notamment le Fonds pour l'adaptation, le FEM, le Fonds pour les PMA et le Fonds spécial pour les changements climatiques⁴⁴. Ce cadre constitue la base sur laquelle le Fonds vert pour le climat s'appuie pour suivre les progrès accomplis dans l'exécution de son mandat en matière de complémentarité et de cohérence, et en rendre compte. Plusieurs propositions de financement du FVC axées sur l'agriculture et la sécurité alimentaire ont été élaborées. Elles présentent un fort potentiel de complémentarité et de cohérence au niveau de la programmation nationale, par exemple le renforcement de la riziculture intelligente face aux changements climatiques en Thaïlande et l'augmentation de la climatorésilience des petits exploitants bénéficiant des services du programme de développement de chaînes de valeur agricoles inclusives.

⁴¹ Voir le document GCF/B.36/21, annexe III, du Conseil du FVC.

⁴² Voir le document GCF/B.32/15, annexe V, du Conseil du FVC.

⁴³ Pour la liste des projets approuvés portant sur l'agriculture et la sécurité alimentaire, voir <https://www.greenclimate.fund/results/health-food-water-security>.

⁴⁴ Voir la décision B.17/04, annexe II, du Conseil du FVC.

52. De 2018 à 2021, le Fonds vert pour le climat a présenté des exposés à l'occasion de cinq ateliers organisés dans le cadre de l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture.

53. Comme le prévoit l'instrument de gouvernance du FVC⁴⁵, l'accès aux ressources du Fonds se fait par l'intermédiaire d'entités nationales, régionales et internationales, accréditées par le Conseil et chargées de la mise en œuvre. Dans ce contexte, le FVC s'appuie sur son réseau croissant de partenaires divers pour stimuler l'action climatique. Ce réseau est composé de banques multilatérales de développement et de banques nationales, d'institutions de financement du développement, d'organismes des Nations Unies, d'organisations de protection de la nature, de fonds communs de placement en actions et d'organismes publics. Les principaux partenaires du réseau sont, d'une part, les autorités nationales désignées⁴⁶, qui assurent la supervision stratégique des activités du FVC dans leur pays respectif et communiquent les informations sur les priorités nationales et, d'autre part, les entités accréditées⁴⁷, qui élaborent des propositions de financement et supervisent la gestion et le suivi des projets.

54. Le Fonds vert pour le climat tire parti de son Programme d'appui à la planification et aux activités préparatoires, plus grande initiative mondiale de renforcement des capacités en matière d'action climatique, pour soutenir les mesures prises par les pays en vue de renforcer les capacités institutionnelles, la gouvernance et la planification de l'action climatique, y compris dans le domaine de l'agriculture et de la sécurité alimentaire⁴⁸. Le Programme fournit un soutien adapté en renforçant les capacités fondamentales, en développant une réserve d'investissements axée sur les résultats et en se concentrant sur des activités à fort impact qui optimisent le partage des connaissances et l'apprentissage. Au 28 février 2025, plus de 656 millions de dollars É.-U. avaient été alloués par le biais de ce programme. Des outils et des conseils pour l'élaboration de propositions relatives à la planification, des études de cas, des exemples de réussite de pays et de partenaires ayant bénéficié d'un soutien à la préparation et des tableaux de bord des résultats de la préparation sont disponibles grâce à la banque de connaissances sur la préparation du FVC⁴⁹.

55. Le secrétariat du Fonds vert pour le climat travaille avec les entités accréditées, les organisations techniques et les organismes de recherche dans l'objectif de stimuler l'innovation et de traduire les innovations en projets d'investissement. Un large éventail d'entités accréditées sont partenaires du FVC, lequel tire parti de leur vaste expérience dans le domaine de l'agriculture et de la sécurité alimentaire. Le FVC collabore également avec les pays en vue de définir des solutions pratiques et durables aux changements climatiques et de les intégrer dans des structures financières innovantes. Ces efforts se sont soldés par des publications conjointes, des documents de travail du Fonds et des documents de réflexion⁵⁰.

56. Le FVC partage, sur son site Web, des informations sur les projets qu'il finance, y compris ceux liés à l'agriculture et à la sécurité alimentaire, conformément à sa politique de divulgation de l'information et aux directives du Conseil du Fonds. Il gère également une bibliothèque de données ouvertes – plateforme en ligne présentant une vue d'ensemble actualisée des projets, des programmes, des financements et de l'impact par région, par taille de projets et par entité d'exécution⁵¹.

I. Comité de Katowice sur les impacts

57. Plusieurs supports de connaissances liés à l'agriculture et à la sécurité alimentaire ont été élaborés par le Comité de Katowice sur les impacts ou en collaboration avec lui :

a) Une base de données mise en service en 2021, dans laquelle sont regroupés des outils permettant d'évaluer les impacts de la mise en œuvre des politiques et stratégies

⁴⁵ Disponible à l'adresse suivante : <https://www.greenclimate.fund/document/governing-instrument>.

⁴⁶ Voir <https://www.greenclimate.fund/about/partners/nda>.

⁴⁷ Voir <https://www.greenclimate.fund/about/partners/ae>.

⁴⁸ Voir <https://www.greenclimate.fund/readiness>.

⁴⁹ <https://knowledge.greenclimate.fund>.

⁵⁰ Disponibles à l'adresse suivante : <https://www.greenclimate.fund/home>.

⁵¹ Voir <https://data.greenclimate.fund/public>.

d'atténuation (mesures de riposte), et qui comprend des outils pouvant être utilisés pour la modélisation dans le secteur agricole et pour comprendre les impacts des mesures de riposte dans le secteur alimentaire⁵² ;

b) Une étude technique sur l'impact des nouvelles branches d'activité et entreprises liées à l'hydrogène, au captage, à l'utilisation et au stockage du dioxyde de carbone, et à l'intelligence artificielle, qui porte sur les pratiques agricoles intelligentes, l'utilisation de l'énergie dans le secteur agricole et la stimulation des industries en aval dans le secteur agricole (KCI, 2023a) ;

c) Une étude technique sur l'application de stratégies relatives à la transition juste et à la diversification économique, dans laquelle figure une compilation des meilleures pratiques de différents pays ainsi que des stratégies du secteur agricole visant à réduire les émissions tout en mettant en évidence de nouveaux débouchés économiques et les avantages pour les travailleurs du secteur et les petits exploitants, y compris les femmes et d'autres groupes marginalisés (KCI, 2023b) ;

d) Une étude technique sur les impacts de la mise en œuvre des mesures de riposte sur l'équité intergénérationnelle, les questions d'égalité des sexes et les besoins des populations locales, des peuples autochtones, des jeunes et des autres personnes en situation de vulnérabilité, qui montre comment le secteur agricole et la sécurité alimentaire sont liés aux politiques d'atténuation telles que celles relatives au secteur forestier et au déploiement des énergies renouvelables (KCI, 2024).

58. Les études de cas suivantes, élaborées par des organisations en collaboration avec le Comité de Katowice sur les impacts, sont liées à l'agriculture et à la sécurité alimentaire :

a) « Financing green growth: assessing the impacts of Brazil's largest financial mechanism (Plano Safra) on just transitions in the agricultural sector » (Financement de la croissance verte : évaluation de l'impact du plus grand mécanisme financier du Brésil (Plano Safra) sur les transitions justes dans le secteur agricole), qui vise à évaluer l'impact de l'application du plan agricole brésilien, y compris ses effets sur les activités agricoles durables, la diversification des exploitations et l'entrepreneuriat rural⁵³ ;

b) « Applying climate economy models to support economic diversification and job-rich resilient growth: a case study from Nigeria » (Application de modèles d'économie liée au climat pour soutenir la diversification économique et une croissance résiliente propice à la création d'emplois : étude de cas du Nigéria), qui comprendra le recensement de nouvelles activités économiques résilientes et d'initiatives d'investissement, y compris dans le domaine de l'agriculture⁵⁴.

59. En 2018 et 2019, trois ateliers régionaux de sensibilisation sur l'optimisation des effets positifs et la minimisation des effets négatifs de l'application des mesures de riposte aux changements climatiques ont été organisés dans le cadre du forum sur l'impact des mesures de riposte mises en œuvre, chacun d'entre eux ayant des composantes liées à l'agriculture⁵⁵ :

a) Un atelier destiné aux pays d'Afrique, organisé en Afrique du Sud en 2018, qui a permis, d'une part, de souligner l'importance des secteurs agricoles dans la région, dans le cadre de discussions sur les stratégies de transition juste, les débouchés, les priorités et des exemples de pays et, d'autre part, de présenter des politiques, des meilleures pratiques et les répercussions de politiques climatiques dans ces secteurs ;

b) Un atelier destiné aux pays d'Amérique latine et des Caraïbes, organisé au Chili en 2019, qui a permis d'examiner les incidences des politiques, telles que celles relatives à la lutte contre la déforestation et aux biocarburants, sur les secteurs de l'agriculture, de la foresterie et d'autres utilisations des terres dans la région ;

⁵² Disponible à l'adresse suivante : <https://unfccc.int/documents/274695>.

⁵³ Voir https://unfccc.int/sites/default/files/resource/Proposal_Climate_Strategies.pdf.

⁵⁴ Voir https://unfccc.int/sites/default/files/resource/Proposal_GIZ_%20%281%29.pdf.

⁵⁵ Les informations sur les ateliers sont disponibles à l'adresse suivante : <https://unfccc.int/response-measures/workshops-and-events>.

c) Un atelier destiné aux pays de la région Asie-Pacifique, organisé aux Maldives en 2019, qui était axé sur les politiques de diversification économique et a permis de dresser un bilan des différents stades de diversification des secteurs agricoles de la région.

60. En 2021, le Comité de Katowice sur les impacts a présenté, à l'occasion d'un atelier organisé dans le cadre de l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture, un exposé qui comprenait des informations sur une compilation des contributions d'experts techniques du secteur agricole concernant l'impact des mesures de riposte liées à la gestion durable de l'eau et de l'utilisation des terres.

J. Groupe d'experts des pays les moins avancés

61. Le Groupe d'experts des pays les moins avancés favorise une approche globale afin d'aider les Parties à élaborer des stratégies d'adaptation qui englobent plusieurs secteurs prioritaires (notamment la sécurité alimentaire, l'eau, les alertes précoces et la gestion des catastrophes) et procurent des avantages multiples (résilience accrue, pratiques agricoles durables, amélioration des moyens de subsistance, etc.). Un exemple des contributions du Groupe d'experts à cet égard est le cadre intégré NAP-SDG iFrame⁵⁶, qui fournit des points d'entrée pour aborder l'adaptation dans les domaines de l'agriculture et de la sécurité alimentaire grâce à une approche globale alignée sur les objectifs de développement durable, ainsi que sur les objectifs nationaux et les plans relatifs au climat.

62. Le Groupe de travail technique sur les plans nationaux d'adaptation, ainsi que la collaboration, par exemple dans le cadre du programme de travail de Nairobi sur les incidences des changements climatiques et la vulnérabilité et l'adaptation à ces changements, ont joué un rôle essentiel dans l'intégration d'éléments relatifs à l'agriculture et à la sécurité alimentaire dans les plans nationaux d'adaptation. La séance de l'édition 2022 de l'Expo PNA consacrée à l'élaboration de projets de PNA, qui était axée sur la mise en place de systèmes régionaux et nationaux de surveillance des cultures et sur la gestion des risques liés aux extrêmes climatiques, a confirmé cette constatation.

63. Un rapport de synthèse du Groupe d'experts des PMA publié en 2025 indique qu'au 17 août 2024, les PMA avaient présenté 26 propositions de projet liées à l'objectif thématique « Agriculture et sécurité alimentaire » de l'objectif mondial en matière d'adaptation, qui avaient été élaborées dans le cadre de l'initiative visant à constituer une réserve de projets pour l'exécution des PNA (LEG, 2025).

64. Le Groupe d'experts des PMA a participé aux Expos PNA et à deux ateliers organisés au titre de l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture, au cours desquels il a contribué aux discussions sur des sujets tels que l'amélioration de l'utilisation des nutriments et de la gestion du fumier et a échangé avec les organisations concernées, renforçant ainsi les partenariats. Depuis 2015, le Groupe d'experts collabore avec le Programme de recherche sur les changements climatiques, l'agriculture et la sécurité alimentaire (CCAFS), la FAO et le Groupe sur l'observation de la Terre en vue d'élaborer des suppléments thématiques aux directives techniques sur les PNA portant sur des sujets liés à l'agriculture et à la sécurité alimentaire, tels que l'agriculture numérique et les meilleures pratiques d'adaptation du secteur agricole⁵⁷.

65. Le Groupe d'experts des PMA fournit des conseils techniques et un soutien aux PMA pour la formulation et l'exécution des plans nationaux d'adaptation, y compris des conseils sur l'accès aux financements du Fonds vert pour le climat. Un appui est apporté par le biais de l'initiative visant à constituer une réserve de projets pour l'exécution des PNA, dans le cadre de laquelle les profils de projets d'adaptation aux changements climatiques des PMA sont périodiquement publiés dans des catalogues de projets⁵⁸ destinés aux parties prenantes en mesure d'aider les PMA soit à traduire leurs idées en propositions de projets à soumettre

⁵⁶ Voir <https://ndcpartnership.org/knowledge-portal/climate-toolbox/integrative-framework-naps-and-sdgs>.

⁵⁷ Tous les suppléments aux directives techniques sur les PNA sont disponibles à l'adresse suivante : <https://napcentral.org/supplementary-materials-library>.

⁵⁸ Voir <https://napcentral.org/projectcatalogues>.

à une entité de financement, soit à mettre en œuvre les projets recensés. Les projets suivants, tirés d'un catalogue (LEG, 2024), sont des exemples de projets traitant des risques, des vulnérabilités et des objectifs d'adaptation liés à l'agriculture et à la sécurité alimentaire : développement de systèmes de culture résilients face aux changements climatiques (Bangladesh), mise en place d'agrocommunautés climatorésilientes (Bénin), renforcement de la résilience des systèmes de production agro-sylvo-pastoraux et des communautés locales (Burkina Faso) et amélioration de la maîtrise des crues dans le secteur de l'agriculture (Burundi).

66. Le Groupe d'experts suit et évalue les progrès réalisés par les PMA dans la mise en œuvre des projets d'adaptation définis dans leurs plans nationaux d'adaptation et dans les stratégies et plans connexes soutenus par le Fonds pour les PMA. Dans ce contexte, il élabore des rapports annuels sur les progrès réalisés en matière de formulation et de mise en œuvre des PNA⁵⁹, qui aident le SBI à évaluer ces progrès, notamment en ce qui concerne les questions liées à l'agriculture et à la sécurité alimentaire.

67. Des informations supplémentaires sur des travaux liés à l'agriculture menés par le Groupe d'experts des PMA de 2013 à 2019 sont présentées dans le rapport sur le premier atelier organisé dans le cadre de l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture⁶⁰ et dans la présentation faite par le Groupe d'experts à l'occasion de cet atelier⁶¹.

K. Réseau de Santiago

68. Au 31 décembre 2024, 22 organisations, organismes, réseaux et experts avaient rejoint le Réseau de Santiago pour la prévention, la réduction et la prise en compte des pertes et préjudices liés aux effets néfastes des changements climatiques, y compris des entités détentrices de connaissances spécialisées dans le domaine de l'agriculture et de la sécurité alimentaire⁶².

69. Conformément aux dispositions de la décision 2/CMA.2, le Comité exécutif du Mécanisme international de Varsovie a reçu des informations de la part d'organisations, d'organismes et d'experts sur l'assistance technique fournie dans le cadre du Réseau de Santiago. Plusieurs activités signalées dans le cadre de cette assistance technique revêtent une importance particulière pour l'agriculture et la sécurité alimentaire, par exemple la gestion des données sur les pertes et préjudices et la fourniture d'un appui en matière de politiques pour améliorer la résilience du secteur agricole et les systèmes d'alerte précoce.

70. En 2024, le Conseil consultatif du Réseau de Santiago a approuvé, pour le Réseau, des directives opérationnelles qui décrivent les types d'assistance technique axée sur la demande qui pourraient être facilités par le Réseau de Santiago, parmi lesquels figurent plusieurs domaines de travail liés à l'agriculture et à la sécurité alimentaire⁶³.

71. Dans leurs futurs rapports conjoints, le Réseau et le Comité exécutif du Mécanisme international de Varsovie présenteront des informations relatives à l'agriculture, lorsqu'elles seront disponibles.

L. Comité permanent du financement

72. En 2022, le Comité permanent du financement a publié un rapport sur le recensement, qu'il a effectué, des informations disponibles concernant le paragraphe 1 c) de l'article 2 de l'Accord de Paris, y compris sa référence à l'article 9 dudit Accord⁶⁴. Ce rapport recense les défis et les débouchés liés à l'application du paragraphe 1 c) de l'article 2, y compris ceux liés aux mesures visant à rendre les flux financiers compatibles avec un développement

⁵⁹ Voir, par exemple, le rapport 2024 qui figure dans le document FCCC/SBI/2024/23.

⁶⁰ FCCC/SB/2019/INF.1, par. 15 à 17.

⁶¹ Disponible à l'adresse suivante : https://unfccc.int/sites/default/files/resource/LEGatKoronivia_workshop_0.pdf.

⁶² Voir <https://santiago-network.org/about/members>.

⁶³ Voir le document SNAB/2024/3/06.Rev.2 du Conseil consultatif du Réseau de Santiago.

⁶⁴ FCCC/CP/2022/8/Add.4–FCCC/PA/CMA/2022/7/Add.4.

produisant peu d'émissions, tout en garantissant la sécurité alimentaire, en particulier dans les zones les plus vulnérables et les moins développées. Le rapport met l'accent sur les avantages associés aux investissements liés au climat, tels que l'amélioration de la résilience face aux changements climatiques et de la sécurité énergétique et alimentaire, ainsi que la réduction, à l'échelle nationale, des risques liés aux changements climatiques et à la transition vers des économies à faibles émissions de carbone.

73. Dans son deuxième rapport sur la détermination des besoins des pays en développement Parties liés à la mise en œuvre de la Convention et de l'Accord de Paris, le Comité permanent du financement fait la synthèse des données de divers rapports nationaux (contributions déterminées au niveau national, plans nationaux d'adaptation, rapports biennaux actualisés, etc.) (SCF, 2024b). Le secteur de l'agriculture et de l'alimentation⁶⁵ compte parmi ceux où les besoins en matière d'adaptation, recensés et quantifiés, sont les plus nombreux. Pour ce qui est de l'atténuation, le secteur est moins bien représenté, sauf pour les évaluations des besoins technologiques, où il représente la plus grande proportion des besoins chiffrés.

74. Dans la sixième évaluation biennale faisant le point des flux financiers dans le domaine de l'action en faveur du climat, le Comité permanent du financement a analysé les investissements dans l'agriculture et la foresterie durables et l'utilisation durable des terres (SCF, 2024c). Selon les estimations de la Climate Policy Initiative, les investissements annuels moyens réalisés dans les secteurs de l'agriculture, de la foresterie et des autres utilisations des terres, ainsi que dans la gestion des ressources naturelles, s'élevaient à 45 milliards de dollars É.-U. pendant la période 2021-2022, dont 14 % pour l'atténuation, 17 % pour l'adaptation et 69 % pour des projets portant à la fois sur l'atténuation et l'adaptation. Les acteurs publics ont fourni 83 % des investissements totaux (à noter que l'obtention de données sur les financements privés réalisés dans le secteur reste difficile). Les systèmes agroalimentaires n'ont bénéficié que de 4 % du total du financement de l'action climatique au cours de cette période, malgré leurs effets significatifs sur les émissions de gaz à effet de serre. La sixième évaluation biennale présente également une cartographie des taxonomies du financement durable et des approches adoptées dans leur cadre pour la définition des activités agricoles durables, notant que les critères de définition varient considérablement d'un pays à l'autre.

75. En 2023, le Comité permanent du financement a publié un rapport sur le doublement du financement de l'adaptation (SCF, 2023). Une analyse portant sur la communication de données relatives à la répartition sectorielle du financement de l'adaptation par les Parties dans les rapports biennaux a révélé que le secteur de l'eau et de l'assainissement avait reçu le plus grand montant de financement de l'adaptation en 2019 et 2020 (24 % du total), tandis que 11 % étaient alloués au secteur de l'agriculture. Ce rapport fournit une vue d'ensemble des engagements des fonds multilatéraux pour le climat en matière de financement de l'adaptation, y compris l'appui au Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne. Il présente également une étude de cas sur la série d'indicateurs utilisés dans le cadre d'un projet agricole mis en œuvre par le Fonds international de développement agricole. Cette étude de cas souligne que l'adoption de pratiques agricoles résilientes face aux changements climatiques a conduit à une plus grande diversité des cultures au sein des exploitations et a contribué à l'augmentation du revenu annuel brut par habitant et des avoirs productifs, ce qui renforce la résilience des bénéficiaires.

76. Lors du Forum 2024 du Comité permanent du financement sur l'accélération de l'action climatique et de la résilience grâce à un financement tenant compte des questions de genre, il a été souligné qu'il importait d'intégrer les questions de genre dans l'agriculture et la gestion des ressources naturelles. Les sessions ont montré qu'il était important que les femmes participent à la conception des projets liés aux changements climatiques, que les instruments financiers soient adaptés aux besoins des femmes dans le secteur agricole et que les capacités locales en matière d'action climatique tenant compte des questions de genre soient renforcées. Les initiatives et les normes, telles que la norme W+, montrent qu'il est possible d'établir des partenariats et des solutions synergiques pour soutenir le renforcement

⁶⁵ Pour les besoins de l'analyse, les secteurs de l'agriculture et de l'alimentation ont été considérés comme un seul secteur.

des capacités dans le domaine de l'agriculture intelligente face aux changements climatiques⁶⁶.

77. Le deuxième rapport sur les progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif consistant à mobiliser ensemble 100 milliards de dollars par an pour répondre aux besoins des pays en développement en ce qui concerne les mesures concrètes d'atténuation et la transparence de leur mise en œuvre (SCF, 2024a) présente une analyse des données sectorielles relatives aux flux de financement de l'action climatique, par domaine thématique, telles qu'elles figurent dans la série de rapports de l'Organisation de coopération et de développement économiques sur le financement de l'action climatique et l'objectif de 100 milliards de dollars É.-U.⁶⁷, ainsi que les besoins sectoriels définis dans les communications nationales, les rapports biennaux actualisés et les contributions déterminées au niveau national des Parties. En ce qui concerne l'atténuation, les secteurs de l'agriculture et de la foresterie représentaient 16 à 25 % des besoins recensés, mais n'ont reçu que 4 % du total des flux financiers de 2016 à 2022. En ce qui concerne l'adaptation, 18 % des flux financiers ont été dirigés vers ces secteurs au cours de la même période, alors que les besoins de ceux-ci représentaient 25 à 37 % du total.

78. Des informations supplémentaires sur les travaux menés de 2013 à 2019 par le Comité permanent du financement sur des questions liées à l'agriculture sont présentées dans le rapport sur le premier atelier organisé dans le cadre de l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture⁶⁸ et dans la présentation faite par le Comité à l'occasion de cet atelier⁶⁹.

M. Comité exécutif de la technologie

79. L'agriculture compte parmi les domaines thématiques clefs du Comité exécutif de la technologie. En collaboration avec la FAO, le Comité a publié un rapport (2024) sur les technologies climatiques au service de la transformation des systèmes agroalimentaires dans lequel les auteurs analysent les liens entre les systèmes agroalimentaires et les technologies climatiques, mettent en lumière les chaînes de valeur agroalimentaires qui permettent d'aider à évaluer les technologies viables, réalisables et adaptées au contexte, recensent les obstacles qui entravent leur adoption et fournissent une vue d'ensemble mondiale grâce à des études de cas (FAO et CCNUCC, 2024).

80. Le rapport du Comité et de la FAO souligne la nécessité de coordonner les systèmes agroalimentaires et les politiques relatives aux changements climatiques pour les contributions déterminées au niveau national ; le rôle des protections sociales contre la pauvreté, la vulnérabilité ou l'exclusion sociale, qui facilitent l'adoption des technologies climatiques ; l'importance de l'échange d'informations dans le cadre de la coopération Sud-Sud ; et la possibilité, pour le processus d'évaluation des besoins technologiques, de contribuer à la réalisation des objectifs de l'Initiative commune de Charm el-Cheikh. Le rapport traite également de l'importance d'un investissement suffisant dans la recherche et le développement, des besoins institutionnels pour l'adoption des technologies climatiques, des verrouillages technologiques et de la dépendance au chemin emprunté dans le contexte de la transformation des systèmes agroalimentaires. Il décrit comment les capacités existantes peuvent avoir des répercussions sur l'adoption de certaines technologies climatiques et étudie le rôle aussi bien d'obstacle que de catalyseurs joué par les institutions financières pour ce qui est des technologies climatiques. Les études de cas sur les technologies climatiques au service de la transformation des systèmes agroalimentaires qui y figurent représentent toutes les régions et intègrent les perspectives de genre et les questions liées aux peuples autochtones dans le but d'aider les Parties à élaborer des politiques climatiques et à les mettre en œuvre.

⁶⁶ Pour le rapport de synthèse du Forum, voir le document [FCCC/CP/2024/6/Add.5-FCCC/PA/CMA/2024/8/Add.5](https://www.unfccc.int/sites/default/files/resource/Koronivia_SCF.pdf).

⁶⁷ Disponible à l'adresse suivante : https://www.oecd.org/en/publications/2024/05/climate-finance-provided-and-mobilised-by-developed-countries-in-2013-2022_8031029a.html.

⁶⁸ [FCCC/SB/2019/INF.1](https://www.unfccc.int/sites/default/files/resource/Koronivia_SCF.pdf), par. 20 à 22.

⁶⁹ Disponible à l'adresse suivante : https://www.unfccc.int/sites/default/files/resource/Koronivia_SCF.pdf.

81. Sur la base de ce rapport, le Comité exécutif de la technologie a formulé, pour examen par la COP à sa vingt-neuvième session et par la CMA à sa sixième session, des messages clefs et des recommandations sur les technologies climatiques au service de la transformation des systèmes agroalimentaires⁷⁰.

82. D'autres études de cas sur les solutions technologiques intégrées permettant de faire progresser l'adaptation au climat dans les secteurs de l'eau et de l'agriculture sont présentées à la section 2 du rapport 2024 sur l'analyse des plans d'action technologiques concluants (TEC and UNEP Copenhagen Climate Centre, 2024).

83. En 2020, le Comité exécutif de la technologie, la FAO et l'Alliance mondiale pour une agriculture intelligente face aux changements climatiques ont organisé une session thématique⁷¹ sur les approches innovantes permettant de déployer, de diffuser et d'améliorer les technologies et les solutions pour une agriculture intelligente face aux changements climatiques. À l'occasion de la vingt-neuvième session de la COP, le Comité et la FAO ont organisé un dialogue de haut niveau sur les moyens d'encourager l'adoption des technologies climatiques dans les systèmes agroalimentaires⁷².

84. Des informations supplémentaires sur les travaux menés par le Comité exécutif de la technologie de 2013 à 2019 sur des questions liées à l'agriculture sont présentées dans le rapport sur le premier atelier organisé dans le cadre de l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture⁷³ et dans la présentation faite par le Comité à l'occasion de cet atelier⁷⁴.

III. Travaux effectués par des organisations internationales

85. La présente section fait la synthèse des informations communiquées par des organisations internationales, par l'intermédiaire du portail en ligne de Charm el-Cheikh⁷⁵, sur les activités liées à l'Initiative commune de Charm el-Cheikh menées depuis 2013 en réponse à l'invitation formulée par le SBSTA et le SBI à leurs soixantièmes sessions respectives⁷⁶. Au 31 décembre 2024, trois communications avaient été reçues, dont une provenant d'une organisation internationale.

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

86. La FAO propose un appui technique et des conseils en matière de développement des capacités pour la formulation des composantes des plans nationaux d'adaptation et des contributions déterminées au niveau national relatives aux systèmes agroalimentaires et leur mise en oeuvre. Certaines de ces initiatives sont mises en évidence par l'intermédiaire des programmes conjoints de la FAO et du Programme des Nations Unies pour le développement axés sur l'intégration de l'agriculture dans les PNA⁷⁷ et sur le renforcement de l'ambition climatique en matière d'utilisation des terres et d'agriculture au moyen des contributions déterminées au plan national et des plans nationaux d'adaptation⁷⁸, ainsi qu'au moyen du service d'assistance sur les systèmes agroalimentaires et les contributions déterminées au niveau national⁷⁹. Un soutien a également été apporté aux pays dans le domaine du renforcement des capacités par le biais du programme d'appui agroalimentaire de

⁷⁰ Voir le document FCCC/SB/2024/3, annexe I, par. 4 et 5.

⁷¹ Voir https://unfccc.int/ttclear/events/2020/2020_event07.

⁷² Voir https://unfccc.int/ttclear/events/2024/2024_event05.

⁷³ FCCC/SB/2019/INF.1, par. 26 à 28.

⁷⁴ Disponible à l'adresse suivante :

https://unfccc.int/sites/default/files/resource/COP24_Koronivia_TEC.pdf.

⁷⁵ <https://unfccc.int/topics/land-use/workstreams/agriculture/sharm-el-sheikh-online-portal>.

⁷⁶ FCCC/SBSTA/2024/7, par. 111, et FCCC/SBI/2024/13, par. 58.

⁷⁷ Voir <https://www.fao.org/in-action/naps/en/>.

⁷⁸ Voir <https://www.fao.org/in-action/scala/en>.

⁷⁹ Voir <https://www.fao.org/climate-change/action-areas/policy-support/nationally-determined-contributions-and-long-term-strategies-3-0/en>.

Charm el-Cheikh⁸⁰, lancé en 2023, ainsi que des programmes antérieurs contribuant à l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture.

87. La FAO facilite l'accès au financement de l'action climatique par le biais de canaux de financement tels que le Fonds vert pour le climat et le Fonds pour l'environnement mondial. Dans le cadre du FEM-8, la FAO et le Fonds international de développement agricole ont dirigé le programme FSIP afin de s'attaquer à la question des facteurs sous-jacents de la non-durabilité des systèmes alimentaires. La FAO a également mis au point le Centre de connaissances sur le changement climatique⁸¹, portail sur lequel sont affichés des données relatives aux changements climatiques, des supports d'apprentissage, des directives, des conseils concernant le choix des politiques et des outils à l'intention des intervenants des secteurs de l'agriculture et de l'utilisation des terres.

88. Une liste détaillée des principaux projets, initiatives et politiques liés à l'action climatique dans les domaines de l'agriculture et de la sécurité alimentaire appuyés par la FAO est présentée dans la communication soumise par celle-ci via le portail en ligne de Charm el-Cheikh, y compris le Partenariat alimentation et agriculture au service d'une transformation durable⁸², qui vise à accélérer la transformation des systèmes agroalimentaires d'ici à 2030, et l'initiative climatique Bakou Harmoniya pour les agriculteurs⁸³, dont les travaux seront effectués dans le cadre du Partenariat afin d'optimiser les synergies et de renforcer davantage la collaboration dans le domaine des systèmes agroalimentaires pendant les sessions de la COP.

⁸⁰ Voir <https://openknowledge.fao.org/server/api/core/bitstreams/dcbf5646-6be4-45dd-9e75-fd27c8044f97/content>.

⁸¹ <https://www.fao.org/climate-change/knowledge-hub/fr/>.

⁸² Voir <https://www.fao.org/food-agriculture-sustainable-transformation-partnership/fr>.

⁸³ Voir <https://www.fao.org/newsroom/detail/unga79--fao-chief-emphasizes-the-centrality-of-climate-solutions-for-agrifood-systems-transformation/fr>.

Annexe I

Mandats et contributions des organes constitués et d'autres entités relevant de la Convention en rapport avec l'Initiative commune de Charm el-Cheikh sur la mise en œuvre d'une action climatique pour l'agriculture et la sécurité alimentaire*

[Anglais seulement]

I. Adaptation Committee

1. The AC was established in 2010 as part of the Cancun Adaptation Framework and is mandated to promote the implementation of enhanced action on adaptation in a coherent manner under the Convention.¹

Table 1
Contributions from the Adaptation Committee

Type of contribution	Year	Reference
Information paper	2022	<i>Information paper on linkages between adaptation and mitigation.</i> Available at https://unfccc.int/documents/460926 .
Technical paper	2016	<i>Opportunities and options for enhancing adaptation actions and supporting their implementation: Reducing vulnerability and mainstreaming adaptation.</i> Available at https://unfccc.int/files/adaptation/groups_committees/adaptation_committee/application/pdf/tp_adaptation_2016.pdf .
	2017	<i>Opportunities and options for integrating climate change adaptation with the Sustainable Development Goals and the Sendai Framework for Disaster Risk Reduction 2015–2030.</i> Available at https://unfccc.int/sites/default/files/resource/techpaper_adaptation.pdf .
	2018	<i>Opportunities and options for enhancing adaptation planning in relation to vulnerable ecosystems, communities and groups.</i> Available at https://unfccc.int/sites/default/files/resource/tp_adaptation_2018_final_lr.pdf .
	2019	<i>Opportunities and options for adaptation finance, including in relation to the private sector.</i> Available at https://unfccc.int/sites/default/files/resource/tepa2019_tp_opportunitiesandoptionsforadaptationfinance.pdf .
	2019	<i>Various approaches to long-term adaptation planning.</i> Available at https://unfccc.int/documents/199404 .
	2020	<i>Data for adaptation at different spatial and temporal scales.</i> Available at https://unfccc.int/documents/267555 .
	2021	<i>Opportunities and options for enhancing adaptation action through education and training, and public and youth participation.</i> Available at http://tep-a.org/wp-content/uploads/2021/05/TEPA_2020_TP.pdf .
	2022	<i>Navigating the landscape of support for the process to formulate and implement national adaptation plans.</i> Available at https://unfccc.int/sites/default/files/resource/2022_ac_navigating.pdf .

* La version originale du présent document n'a pas été revue par les services d'édition.

¹ See <https://unfccc.int/Adaptation-Committee>.

Type of contribution	Year	Reference
	2022	<i>Technologies for adaptation: innovation, priorities and needs in agriculture, water resources and coastal zones.</i> Available at https://unfccc.int/sites/default/files/resource/AC_TechnologiesForAdaptation_AgricultureWaterCoastalZones.pdf .
Synthesis report	2020	<i>How developing countries are addressing hazards, focusing on relevant lessons learned and good practices.</i> Available at https://unfccc.int/sites/default/files/resource/ac_synthesis_report_hazards.pdf .
Workshop	2018	<i>Fostering engagement of the agri-food sector in resilience to climate change.</i> Available at https://unfccc.int/event/adaptation-committee-fostering-engagement-of-the-agri-food-sector-in-resilience-to-climate-change .
Presentation delivered at workshops under the KJWA	2018	<i>Adaptation Committee: Work on Agriculture.</i> Available at https://unfccc.int/sites/default/files/resource/COP24%20Koronivia%20Workshop%20AC%20Presentation.pdf .
	2019	<i>Methods and approaches for assessing adaptation, adaptation co-benefits and resilience.</i> Available at https://unfccc.int/sites/default/files/resource/2%20ACSB50_Koronivia%20Workshopr.pdf .
	2020	<i>Koronivia workshop on socioeconomic and food security dimensions of climate change in the agricultural sector.</i> Available at https://unfccc.int/sites/default/files/resource/2_AC_Navina_Koronivia%20AC.pdf .
	2021	<i>Priorities and needs: technologies for adaptation in agriculture, water resources and coastal zones</i> Available at https://unfccc.int/sites/default/files/resource/AC20_Koronivia_TechPaperPresentation.pdf .
Reference paper	2023	<i>Methodologies for reviewing the adequacy and effectiveness of adaptation and support.</i> Available at https://unfccc.int/documents/633175 .
Fact sheet	2016	<i>Fact sheet on livelihood and economic diversification: complementary tools for adaptation.</i> Available at https://unfccc.int/files/adaptation/groups_committees/adaptation_committee/application/pdf/ledinfo_factsheet_2016.pdf .
Toolkit	2020	<i>Toolkit for Engaging the Private Sector in National Adaptation Plans (NAPs): Supplement to the UNFCCC Technical Guidelines for the NAP Process.</i> Available at https://napglobalnetwork.org/resource/toolkit-for-engaging-the-private-sector-in-national-adaptation-plans-naps/ .
	2024	<i>Toolkit for monitoring, evaluation, and learning for National Adaptation Plan processes.</i> Available at https://unfccc.int/sites/default/files/resource/napgn-en-2024-mel-toolkit-nap-processes.pdf .
Policy brief	2023	<i>Progress, good practices and lessons learned in prioritizing and incorporating gender-responsive adaptation action.</i> Available at https://unfccc.int/node/632770/ .
Thematic report	2014	<i>Institutional arrangements for national adaptation planning and implementation: 2014.</i> Available at https://unfccc.int/files/adaptation/application/pdf/adaption_committee_publication_-_web_high.pdf .

II. Adaptation Fund and Adaptation Fund Board

2. The AF was established in 2001 to finance concrete adaptation projects and programmes in developing country Parties to the Kyoto Protocol that are particularly vulnerable to the adverse effects of climate change.² Since 1 January 2019 the AF has served the Paris Agreement.³

² See <https://unfccc.int/Adaptation-Fund>.

³ Pursuant to decisions 13/CMA.1, para. 1, and 1/CMP.14, paras. 1–2.

Table 2

Contributions from the Adaptation Fund and the Adaptation Fund Board

<i>Type of contribution</i>	<i>Year</i>	<i>Reference</i>
Study	2022	<i>Lessons learned from the Adaptation Fund Experience in Strengthening Long-term Resilience Through Food Security</i> . Available at https://www.adaptation-fund.org/wp-content/uploads/2022/12/English.pdf .
Project story	2023	<i>From solar farm to table, in Liberia improved solar powered irrigation practices are securing lowland rice production</i> . Available at https://www.adaptation-fund.org/ie_kp_project/from-solar-farm-to-table-in-liberia-improved-solar-powered-irrigation-practices-are-securing-lowland-rice-production/ .
Project summary	2019	<i>Food Security and Sustainable Economic Development for Coastal Communities in Pohnpei, Federated States of Micronesia through Sustainable Capture -based Aquaculture of Rabbitfishes (Family Siganidae)</i> . Available at https://drive.google.com/file/d/1XJlyCakGlvQOWYn9MBAw9IVvcBMgeV3v/view .
Report	2024	<i>Annual performance report for the fiscal year 2024</i> . Available at https://www.adaptation-fund.org/wp-content/uploads/2024/09/AFB.EFC_.34.8_Annual-Performance-Report-for-FY24.pdf .
Portfolio monitoring mission report	2021	<i>Report of the Portfolio Monitoring Mission in Chile</i> . Available at https://www.adaptation-fund.org/document/report-of-the-portfolio-monitoring-mission-in-chile-2/ .
	2021	<i>Report of the Portfolio Monitoring Mission in Costa Rica (Virtual)</i> . Available at https://www.adaptation-fund.org/document/report-of-the-portfolio-monitoring-mission-in-costa-rica-virtual/ .
	2021	<i>Report of the Portfolio Monitoring Mission in Rwanda</i> . Available at https://www.adaptation-fund.org/document/report-of-the-portfolio-monitoring-mission-in-rwanda-2/ .
	2022	<i>Report of the Portfolio Monitoring Mission in Seychelles (Virtual)</i> . Available at https://www.adaptation-fund.org/document/report-of-the-portfolio-monitoring-mission-in-seychelles/ .
Presentation delivered at workshops under the KJWA	2019	<i>Adaptation Fund portfolio in the Agriculture sector</i> . Available at https://unfccc.int/sites/default/files/resource/4%20AF_Ag%20sector%20overview_final%20June%2018.pdf .
	2019	<i>Improved Nutrient Use and Manure Management towards Sustainable and Resilient Agricultural Systems</i> . Available at https://unfccc.int/sites/default/files/resource/2a_AF_Koronivia%20Workshop%20COP25.pdf .
	2020	<i>Koronivia workshop on socioeconomic and food security dimensions of climate change in the agricultural sector</i> . Available at https://unfccc.int/sites/default/files/resource/3_AF_Mahamat_Koronivia%20workshop%20on%20socioeconomic%20and%20food%20security_AF.pdf .
	2020	<i>Koronivia workshop on improved livestock management systems</i> . Available at https://unfccc.int/sites/default/files/resource/3_AF_Koronivia%20workshop%20on%20improved%20livestock%20management%20systems_AF_11192020.pdf .
	2021	<i>Sustainable land and water management, including integrated watershed management strategies, to ensure food security</i> . Available at https://unfccc.int/sites/default/files/resource/6%20AF-Koronivia_MA.pdf .

III. Climate Technology Centre and Network and its Advisory Board

3. The CTCN, established in 2010 at COP 16, serves as the implementation arm of the UNFCCC Technology Mechanism. At the request of developing countries, it promotes the accelerated transfer of environmentally sound technologies for low-carbon and climate-resilient development. It provides technology solutions, capacity-building and advice on policy, legal and regulatory frameworks.⁴

Table 3

Contributions from the Climate Technology Centre and Network and its Advisory Board

Type of contribution	Year	Reference
Workshop	2022	<i>Capacity building programme on digital technology applications in the agriculture sector.</i> Available at https://www.ctc-n.org/news/ctcns-palo-now-hosting-3-day-capacity-building-programme-digital-technology-applications .
Presentation delivered at workshops under the KJWA	2018	<i>Support of the Climate Technology Centre and Network for technologies and practices related to agriculture.</i> Available at https://unfccc.int/sites/default/files/resource/COP24_Koronivia_CTCN%20Chair.pdf .
	2019	<i>Technologies To Enhance and Monitor Soil Carbon For African Countries.</i> Available at https://unfccc.int/sites/default/files/resource/8%20CTCN%20-%20SOIL%20CARBON%20PPT%20by%20Moyo%20Elisha%20N%20Zimbabwe.pdf .
	2020	<i>Improved livestock management systems – Ecuador's Technical assistance case.</i> Available at https://unfccc.int/sites/default/files/resource/4_CTCN_TA%20National%20program%20biodigesters.%20Ecuador.pdf .
	2021	<i>Overview of the work of the Climate Technology Centre and Network.</i> Available at https://unfccc.int/sites/default/files/resource/1%20CTCN%20Presentation%20_%20Koronivia.pdf .
Technical assistance	2016	<i>Developing a Climate-Smart Agriculture Manual for Agriculture Education in Zimbabwe.</i> Available at https://www.ctc-n.org/technical-assistance/projects/developing-climate-smart-agriculture-manual-agriculture-education .
	2018	<i>The development of a standard for digestate utilization in Tunisian agriculture.</i> Available at https://www.ctc-n.org/technical-assistance/projects/development-standard-digestate-utilization-tunisian-agriculture .
	2020	<i>Developing methodology and capacity for monitoring climate change and its impacts on agriculture in Sudan.</i> Available at https://www.ctc-n.org/technical-assistance/projects/developing-methodology-and-capacity-monitoring-climate-change-and-its .
	2020	<i>Identification of technical practices for climate-smart agriculture (CSA) in Indonesia.</i> Available at https://www.ctc-n.org/technical-assistance/projects/identification-technical-practices-climate-smart-agriculture-csa .
	2021	<i>Customized weather and climate information system for climate-resilient agriculture in Nepal.</i> Available at https://www.ctc-n.org/technical-assistance/projects/customized-weather-and-climate-information-system-climate-resilient .
	2022	<i>Soil erosion valuation to support climate resilient agriculture and food security.</i> Available at https://www.ctc-n.org/technical-assistance/projects/soil-erosion-valuation-support-climate-resilient-agriculture-and-food .
	2023	<i>Promoting sustainable irrigation technologies: a water-energy-food (WEF) nexus perspective towards reducing climate risk from small farmers in high climate risk in the municipalities of Rabinal, and San Miguel Chicaj in the Dry Corridor of Baja Verapaz.</i> Available at https://www.ctc-n.org/technical-assistance/projects/promoting-sustainable-irrigation-technologies-water-energy-food-wef .

⁴ See <https://www.ctc-n.org>.

Type of contribution	Year	Reference
	2023	<i>Market assessment in the application of climate technologies in the agriculture sector for rural development in Cambodia.</i> Available at https://www.ctc-n.org/technical-assistance/projects/market-assessment-application-climate-technologies-agriculture-sector .
	2024	<i>Technical capacity enhancement for climate-resilient agriculture through the revision of national policies and the improvement of data management systems.</i> Available at https://www.ctc-n.org/technical-assistance/projects/technical-capacity-enhancement-climate-resilient-agriculture-through .
	2024	<i>Rehabilitation of wells in the commune of Liwa, capital of LIWA (Lake region), using solar-powered pumps and drawing up a guide to good practice for the consumption of this water, depending on the end use (drinking water, agriculture, livestock, sanitary).</i> Available at https://www.ctc-n.org/technical-assistance/projects/rehabilitation-wells-commune-liwa-capital-liwa-lake-region-using .

IV. Consultative Group of Experts

4. The CGE provides technical assistance and support to developing country Parties in fulfilling their reporting requirements in relation to measurement, reporting and verification under the Convention and the ETF, including the preparation of national communications and biennial transparency reports.⁵

Table 4

Contributions from the Consultative Group of Experts

Type of contribution	Year	Reference
CGE progress report	2015	<i>Progress report on the work of the Consultative Group of Experts on National Communications from Parties not included in Annex I to the Convention: report on the regional training workshops on vulnerability and adaptation assessment.</i> Available at https://unfccc.int/documents/8907 .
Presentation delivered at workshops under the KJWA	2018	<i>CGE's technical advice and support to Parties related to agriculture.</i> Available at https://unfccc.int/sites/default/files/resource/Koronivia_Agriculture_WS_final.pdf .
Training material	2021	<i>CGE Training Materials for the Preparation of National Communications from non-Annex I Parties.</i> Available at https://unfccc.int/process-and-meetings/bodies/constituted-bodies/consultative-group-of-experts/cge-training-materials/cge-training-materials-for-the-preparation-of-national-communications .
	2023	<i>CGE Training Material on Reporting Information Related to Climate Change Impacts and Adaptation.</i> Available at https://unfccc.int/sites/default/files/resource/CGE%20Training%20materials%20A-BTR.pdf .
	2023	<i>CGE Training Material – Mitigation Assessment.</i> Available at https://unfccc.int/process-and-meetings/transparency-and-reporting/support-for-developing-countries/consultative-group-of-experts/enhanced-transparency-framework-technical-material#CGE-Mitigation-materials-for-ETF-reporting .
Handbook	2020–2024	<i>CGE toolbox on institutional arrangements.</i> Available at https://unfccc.int/CGE/IA .
	2023	<i>Technical handbook for developing country Parties on Preparing for implementation of the enhanced transparency framework under the Paris Agreement.</i> Available at https://unfccc.int/process-and-meetings/transparency-and-reporting/support-for-developing-countries/consultative-group-of-experts/enhanced-transparency-framework-technical-material#Technical-Handbook .

⁵ See <https://unfccc.int/CGE>.

V. Executive Committee of the Warsaw International Mechanism

5. The WIM, established in 2013 at COP 19, promotes the implementation of approaches to addressing loss and damage associated with the adverse effects of climate change in a comprehensive, integrated and coherent manner.⁶ Its Executive Committee, also established at COP 19, guides the implementation of the functions of the WIM.⁷

Table 5

Contributions from the Executive Committee of the Warsaw International Mechanism

Type of contribution	Year	Reference
Knowledge product	2024	<i>Non-economic losses: featuring loss of territory and habitability, ecosystem services and biodiversity, and cultural heritage.</i> Available at https://unfccc.int/process-and-meetings/bodies/constituted-bodies/key-knowledge-products-2023/2024/executive-committee-of-the-warsaw-international-mechanism-for-loss-and-damage/technical-paper-on-non-economic-losses-featuring-loss-of-territory-and-habitability-ecosystem .
	2024	<i>Case studies of projects funded by the Green Climate Fund (GCF) in relation to the strategic workstreams of the Warsaw International Mechanism (WIM) for loss and damage.</i> Available at https://unfccc.int/process-and-meetings/bodies/constituted-bodies/executive-committee-of-the-warsaw-international-mechanism-for-loss-and-damage/case-studies-of-projects-funded-by-the-green-climate-fund-in-relation-to-the-strategic-workstreams .
	2024	<i>Technical guide on integrating human mobility and climate change linkages into relevant national climate change planning processes.</i> Available at https://unfccc.int/process-and-meetings/bodies/constituted-bodies/key-knowledge-products-2023/2024/executive-committee-of-the-warsaw-international-mechanism-for-loss-and-damage/technical-guide-on-integrating-human-mobility-and-climate-change-linkages-into-relevant-national .
	2025	<i>Technical guide on sea level rise.</i> Available at https://unfccc.int/process-and-meetings/bodies/constituted-bodies/key-knowledge-products-2023/2024/executive-committee-of-the-warsaw-international-mechanism-for-loss-and-damage/technical-guide-on-sea-level-rise .
	2025	<i>Compendium on comprehensive risk management approaches – volume 2.</i> Available at https://unfccc.int/process-and-meetings/bodies/constituted-bodies/key-knowledge-products-2023/2024/executive-committee-of-the-warsaw-international-mechanism-for-loss-and-damage/compendium-on-comprehensive-risk-management-approaches-volume-2 .
Presentation delivered at workshops under the KJWA	2018	<i>Warsaw International Mechanism for Loss and Damage associated with Climate Change Impacts.</i> Available at https://unfccc.int/sites/default/files/resource/WIM%20Excom%20Presentation_0.pdf .
WIM Executive Committee workplan and thematic expert groups' plans of action	2014–2016	<i>Initial two-year workplan of the Executive Committee of the Warsaw International Mechanism.</i> Available at https://unfccc.int/sites/default/files/resource/docs/2014/sb/eng/04.pdf .
	2017–2022	<i>First five-year rolling workplan of the Executive Committee of the Warsaw International Mechanism.</i> Available at https://unfccc.int/sites/default/files/resource/5yr_rolling_workplan.pdf .
	2023–2027	<i>Second five-year rolling workplan of the Executive Committee of the Warsaw International Mechanism.</i> Available at https://unfccc.int/sites/default/files/resource/Second_5yrRWP_edited.pdf .
	2017–2018	<i>First plan of action of the task force on displacement.</i> Available at https://unfccc.int/sites/default/files/tfd_workplan.pdf .

⁶ See <https://unfccc.int/topics/adaptation-and-resilience/workstreams/loss-and-damage/warsaw-international-mechanism>.

⁷ See <https://unfccc.int/wim-excom>.

Type of contribution	Year	Reference
Dialogue, workshop or other event	2019–2021	<i>Second plan of action of the task force on displacement.</i> Available at https://unfccc.int/sites/default/files/resource/sb2019_05_add1.pdf .
	2022–2024	<i>Third rolling plan of action of the task force on displacement.</i> Available at https://unfccc.int/documents/622785 .
	2018–2021	<i>First plan of action of the technical expert group on comprehensive risk management.</i> Available at https://unfccc.int/documents/622781 .
	2022–2024	<i>Second plan of action of the technical expert group on comprehensive risk management.</i> Available at https://unfccc.int/documents/640627 .
	2021–2025	<i>Rolling plan of action of the expert group on non-economic losses.</i> Available at https://unfccc.int/documents/461447 .
	2021–2024	<i>Rolling plan of action of the expert group on action and support.</i> Available at https://unfccc.int/documents/461449 .
	2021–2023	<i>First rolling plan of action of the expert group on slow onset events.</i> Available at https://unfccc.int/documents/273699 .
	2024–2026	<i>Second rolling plan of action of the expert group on slow onset events.</i> Available at https://unfccc.int/documents/638640?gad_source=1&gclid=EAIaIQobChMI44_v6-vPiQMVAqhoCR20syKYEAAYASAAEgLnPD_BwE .
	2016	<i>Technical meeting on migration, displacement and human mobility.</i> Available at https://unfccc.int/event/technical-meeting-on-migration-displacement-and-human-mobility .
	2016	<i>Shining the Light on Non-economic Losses Challenges, Risks and Lessons Learned for Addressing Them.</i> Available at https://unfccc.int/event/side-event-shining-the-light-on-non-economic-losses-challenges-risks-and-lessons-learned-for .
	2017	<i>Breaking new ground: risk financing for slow onset events.</i> Available at https://unfccc.int/event/unfccc-breaking-new-ground-risk-financing-for-slow-onset-events-0 .
	2018	<i>Suva expert dialogue.</i> Available at https://unfccc.int/topics/adaptation-and-resilience/workstreams/loss-and-damage-ld/executive-committee-of-the-warsaw-international-mechanism-for-loss-and-damage/workshops-meetings/suva-expert-dialogue#Mandate .
	2018	<i>COP24 side event: Recommendations of the Task Force on Displacement.</i> Available at https://unfccc.int/topics/adaptation-and-resilience/workstreams/loss-and-damage-ld/executive-committee-of-the-warsaw-international-mechanism-for-loss-and-damage/workshops-meetings/cop24-side-event-recommendations-of-the-task-force-on-displacement .
	2019	<i>Expert Dialogue on technologies for averting, minimizing and addressing loss and damage in coastal zones.</i> Available at https://unfccc.int/topics/adaptation-and-resilience/workstreams/loss-and-damage-ld/executive-committee-of-the-warsaw-international-mechanism-for-loss-and-damage/workshops-meetings/expert-dialogue-on-technologies-for-averting-minimizing-and-addressing-loss-and-damage-in .
	2019	<i>Moving forward together: averting, minimizing and addressing displacement – the second phase of the Task Force on Displacement.</i> Available at https://unfccc.int/WIM/TFD/phase-II-SE-Madrid .
	2021	<i>Moving forward in averting, minimizing and addressing loss and damage.</i> Available at https://unfccc.int/event/WIMExcom-outreach-loss-and-damage .
	2022	<i>Linking Climate Change Science, Policy and Practice to Addressing Loss and Damage Associated with Slow onset Events.</i> Available at https://unfccc.int/event/WIM-ExCom-Side-Event-SB56-Science-Policy-and-Practice-to-Address-Loss-and-Damage .
	2022	<i>Next phase of the WIM ExCom: from policy guidance to solutions on the ground.</i> Available at https://unfccc.int/event/wim-excom-policy-guidance-solutions .
	2022	<i>Achievements and challenges in averting, minimizing and addressing loss and damage on the ground.</i> Available at https://unfccc.int/event/wim-excom-outreach-2022 .

Type of contribution	Year	Reference
	2024	<i>NAP Expo 2024 session – Integrating human mobility in National Adaptation Plans.</i> Available at https://unfccc.int/WIM-ExCom/NAP-Expo-2024-session .
	2024	<i>Learning from countries and communities responding to non-economic loss and damage: Implementation updates by WIM ExCom.</i> Available at https://unfccc.int/event/wimexcomSB60 .
	2024	<i>Expert consultation for the development of a technical guide on averting, minimizing and addressing non-economic losses in the context of human mobility.</i> Available at https://unfccc.int/expert-consultation-for-the-development-of-a-technical-guide-on-ama-NELS .

VI. Facilitative Working Group of the Local Communities and Indigenous Peoples Platform

6. Recognizing the need to strengthen knowledge, technologies, practices and efforts of local communities and Indigenous Peoples related to addressing and responding to climate change, COP 21 established the LCIPP for the exchange of experience and sharing of best practices on mitigation and adaptation in a holistic and integrated manner.⁸ COP 23 decided that the LCIPP would perform three functions: promoting knowledge exchange, building capacity for engagement, and incorporating diverse knowledge systems and practices into the design and implementation of climate policies and actions.⁹ COP 24 established the FWG to further operationalize the LCIPP and facilitate the implementation of its functions.¹⁰

Table 6

Contributions from the Facilitative Working Group of the Local Communities and Indigenous Peoples Platform

Type of contribution	Year	Reference
Event report	2023	<i>Third Annual Gathering of Knowledge Holders – Exchange amongst knowledge holders (Coordination Meeting).</i> Available at https://lcipp.unfccc.int/events/lcipp-third-annual-gathering-knowledge-holders-exchange-amongst-knowledge-holders-coordination .
	2023	<i>Third Annual Gathering of Knowledge Holders – Exchange amongst knowledge holders (Part II: Dialogue with Parties and other stakeholders).</i> Available at https://lcipp.unfccc.int/events/lcipp-annual-gathering-knowledge-holders-part-ii-dialogue-parties-and-other-stakeholders .
	2024	<i>Annual Youth Round Table Part I: Exchange amongst Indigenous youth and youth from local communities (Coordination Meeting).</i> Available at https://lcipp.unfccc.int/events/lcipp-annual-youth-round-table-part-i-exchange-amongst-indigenous-youth-and-youth-local-communities-0 .
	2024	<i>Annual Youth Round Table Part II: Dialogue with Parties and other stakeholders.</i> Available at https://lcipp.unfccc.int/events/lcipp-annual-youth-round-Table II.-part-ii-dialogue-parties-and-other-stakeholders-0 .
Presentation delivered at workshops under the KJWA	2020	<i>Indigenous Peoples Advocacy for Rights & Culturally-based Approach to Food Security.</i> Available at https://unfccc.int/sites/default/files/resource/7_LCIPP_Andrea_Koronivia%20Decebmber%202020.pdf .
	2021	<i>Indigenous Peoples' Knowledge for Land and Water Management in the time of Climate Crisis.</i> Available at https://unfccc.int/sites/default/files/resource/2%20Koronivia%20Indigenous%20water%20management%20systems.pdf .

⁸ Decision 1/CP.21, para. 135.

⁹ Decision 2/CP.23, paras. 11–12.

¹⁰ Decision 2/CP.24. See <https://lcipp.unfccc.int>.

Type of contribution	Year	Reference
Regional (biregional) gathering	2022	<i>Biregional gathering of the Local People Communities and Indigenous Peoples Platform</i> . Available at https://lcipp.unfccc.int/events/biregional-gathering-local-people-communities-and-indigenous-peoples-platform .
	2023	<i>Pacific Regional Gathering</i> . Available at https://lcipp.unfccc.int/events/lcipp-pacific-regional-gathering .
	2023	<i>Arctic Regional Gathering</i> . Available at https://lcipp.unfccc.int/events/lcipp-arctic-regional-gathering .
Workshop	2023	<i>Workshop on advancing meaningful participation of Indigenous Peoples and local communities in the UNFCCC process – Module 2</i> . Available at https://lcipp.unfccc.int/events/workshop-advancing-meaningful-participation-indigenous-peoples-and-local-communities-unfccc-process .
Workplan	2020–2021	<i>Workplan Activities 2020–2021</i> . Available at https://lcipp.unfccc.int/about-lcipp/workplan-activities .
	2022–2024	<i>Workplan Activities 2022–2024</i> . Available at https://lcipp.unfccc.int/about-lcipp/workplan-activities .

VII. Green Climate Fund

7. The GCF, established under the Cancun Agreements in 2010, is the world's largest climate fund, mandated to support developing countries raise and realize their NDC ambitions towards low-emission, climate-resilient pathways, guided by the principles and provisions of the Convention. The GCF achieves this goal by investing across eight mitigation and adaptation result areas, striving to maximize the impact of its funding for adaptation and mitigation and seek a balance between the two, while promoting environmental, social, economic and development co-benefits and taking a gender-sensitive approach.¹¹ The GCF is an operating entity of the Financial Mechanism.

Table 7
Contributions from the Green Climate Fund

Type of contribution	Year	Reference
Report	2024	<i>Annual update on complementarity and coherence</i> . Available at https://www.greenclimate.fund/document/gcf-b40-inf13-add02 .
Strategy	2024–2027	<i>Readiness Strategy 2024–2027</i> . Available at https://www.greenclimate.fund/readiness .
Guide	2021	<i>Sectoral guide: Agriculture and food security</i> . Available at https://www.greenclimate.fund/document/sectoral-guide-agriculture-and-food-security .
Web page	2013–2025	<i>Health, food, and water security</i> . Available at https://www.greenclimate.fund/results/health-food-water-security .
		<i>Publications</i> . Available at https://www.greenclimate.fund/publications .
		<i>National Designated Authorities</i> . Available at https://www.greenclimate.fund/about/partners/nda .
		<i>Accredited Entities</i> . Available at https://www.greenclimate.fund/about/partners/ac .
		<i>GCF Open Data Library</i> . Available at https://data.greenclimate.fund/public .
		<i>Sectoral guides</i> . Available at https://www.greenclimate.fund/projects/sectoral-guides .

¹¹ See <https://www.greenclimate.fund>.

Type of contribution	Year	Reference
Presentation delivered at workshops under the KJWA	2019	<i>Methods and approaches for assessing adaptation, adaptation co-benefits and resilience.</i> Available at https://unfccc.int/sites/default/files/resource/Koronivia_GCF_adaptation_last.pdf .
	2019	<i>GCF experience on improved soil carbon, soil health and soil fertility under grassland and cropland as well as integrated systems, including water management.</i> Available at https://unfccc.int/sites/default/files/resource/Koronivia_GCF_soils_last.pdf .
	2019	<i>Financing sustainable and resilient agriculture</i> Available at https://unfccc.int/sites/default/files/resource/2b_GCF_Koronivia_COP25.pdf .
	2019	<i>GCF's role in financing improved livestock management systems.</i> Available at https://unfccc.int/sites/default/files/resource/5_GCF_GCF%27S%20ROLE%20IN%20FINANCING%20LIVESTOCK%20SYSTEMS.pdf .
	2020	<i>Koronivia workshop on socioeconomic and food security dimensions of climate change in the agricultural sector.</i> Available at https://unfccc.int/sites/default/files/resource/4_GCF_Anja_Koronivia%20%20Dec%20GCF_Agri_Guide_Grobicki.pdf .
	2021	<i>Sustainable land and Water Management, Including Integrated Watershed Management Strategies, to Ensure Food Security.</i> Available at https://unfccc.int/sites/default/files/resource/8%20GCF%20Presentation%20%20-%20Koronivia%20Workshop%208%20June%202021.pdf .

VIII. Global Environment Facility, Least Developed Countries Fund and Special Climate Change Fund

8. The GEF, established in 1991, serves as an operating entity of the Financial Mechanism under the Convention. It comprises six funds dedicated to supporting interrelated priorities for people and the planet. Its financing helps developing countries to address complex challenges and work towards meeting international environmental goals.¹² The GEF has three main entry points to addressing agriculture and food security: the GEF Trust Fund, the LDCF and the SCCF.

Table 8

Contributions from the Global Environment Facility, the Least Developed Countries Fund and the Special Climate Change Fund

Type of contribution	Year	Reference
Work programme	2013	<i>Joint work program for the Least Developed Countries Fund and Special Climate Change Fund.</i> Available at https://www.thegef.org/sites/default/files/council-meeting-documents/GEF-LDCF.SCCF_14-04_Joint_WP_for_the_LDCF_and_the_SCCF%2C_2013-05-23_0.pdf .
	2019	<i>Work program for the Least Developed Countries Fund and Special Climate Change Fund.</i> Available at https://www.thegef.org/sites/default/files/council-meeting-documents/EN_GEF_LDCF.SCCF_26_05_Rev.01_Work%20Program%20.pdf .
	2019	<i>CSIDS-SOILCARE Phase I: Caribbean Small Island Developing States (SIDS) multicountry soil management initiative for Integrated Landscape Restoration and climate-resilient food systems.</i> Available at https://www.thegef.org/projects-operations/projects/10195 .
	2021	<i>Work program for the Least Developed Countries Fund.</i> Available at https://www.thegef.org/sites/default/files/documents/2021-12/EN_GEF_LDCF.SCCF_31_03_LDCF_Work_Program.pdf .
	2024	<i>Work program for GEF Trust Fund.</i> Available at https://www.thegef.org/sites/default/files/documents/2024-01/EN_GEF.C.66.04_Work%20Program%20for%20GEF%20Trust%20Fund.pdf .

¹² See <https://www.thegef.org>.

Type of contribution	Year	Reference
	2024	<i>Work program for the Least Developed Countries Fund and Special Climate Change Fund.</i> Available at https://www.thegef.org/sites/default/files/documents/2024-02/EN_GEF.LDCF_.SCCF_.35.03_Work%20Program%20for%20the%20Least%20Developed%20Countries%20Fund%20and%20Special%20Climate%20Change%20Fund.pdf .
	2024	<i>Work program for the Least Developed Countries Fund.</i> Available at https://www.thegef.org/sites/default/files/documents/2024-05/EN_GEF.LDCF_.SCCF_.C.36.03.Rev_.01_Work%20Program_LDCF.pdf .
	2024	<i>Work program for GEF Trust Fund.</i> Available at https://www.thegef.org/sites/default/files/documents/2024-12/EN_GEF_C68_04-Rev.02%20Work%20Program%20for%20GEF%20Trust%20Fund_0.pdf .
	2024	<i>Work program for the Least Developed Countries Fund and Special Climate Change Fund.</i> Available at https://www.thegef.org/sites/default/files/documents/2024-12/EN_GEF_LDCF.SCCF_.37.02_Work%20Program%20for%20the%20LDCF%20and%20SCCF_final_Dec%204%202024.pdf .
Strategy report	2022	<i>GEF Programming Strategy On Adaptation To Climate Change for the Least Developed Countries Fund and The Special Climate Change Fund For The GEF-8 Period Of July 1, 2022, To June 30, 2026 And Operational Improvements.</i> Available at https://www.thegef.org/sites/default/files/documents/2022-06/EN_GEF.LDCF_.SCCF_.32.04.Rev_.01_GEF%20Programming_Strategy_Adaptation_Climate_Change_LDCF_SCCF_GEF8_July_2022_June%202026_Operational_Improvements.pdf .
	2024	<i>Strategy for Knowledge Management and Learning.</i> Available at https://www.thegef.org/newsroom/publications/strategy-knowledge-management-and-learning .
	2024	<i>Advancing the Integrated Approach to Tackle Commodity-driven Deforestation.</i> Available at https://www.thegef.org/newsroom/publications/advancing-integrated-approach-tackle-commodity-driven-deforestation .
Progress report	2024	<i>Progress report on the Least Developed Countries Fund and Special Climate Change Fund.</i> Available at https://www.thegef.org/sites/default/files/documents/2024-12/EN_GEF.LDCF_.SCCF_.37_03_Rev.01_Progress%20Report%20on%20the%20LDCF%20and%20SCCF.pdf .
Evaluation report	2018	<i>Formative Review of the Integrated Approach Pilot Programs.</i> Available at https://www.gefio.org/sites/default/files/documents/evaluations/iaps-2017.pdf .
COP report	2019	<i>Report of the Global Environment Facility to the fourteenth session of the Conference of the Parties to the United Nations Convention to Combat Desertification.</i> Available at https://www.thegef.org/sites/default/files/documents/gef_report_unccd_cop14_en.pdf .
Long-term vision report	2021	<i>Long-term vision on complementarity, coherence, and collaboration between the Green Climate Fund and the Global Environment Facility.</i> Available at https://www.thegef.org/sites/default/files/council-meeting-documents/EN_GEF_C.60_08_Long-Term%20Vision%20on%20Complementarity%2C%20Coherence%20and%20Collaboration%20between%20the%20Green%20Climate%20Fund%20and%20the%20Global%20Environment%20Facility.pdf .
Annual monitoring review report	2023	<i>FY22 Annual Monitoring Review of the Least Developed Countries Fund and the Special Climate Change Fund.</i> Available at https://www.thegef.org/sites/default/files/documents/2023-06/EN_GEF.LDCF_.SCCF_.34.04_FY22%20Annual%20Monitoring%20Review%20of%20LDCF%20and%20SCCF.pdf .
Initiative	2019	<i>Challenge Program for Adaptation Innovation.</i> Available at https://www.thegef.org/what-we-do/topics/challenge-program-adaptation-innovation .
	2019	<i>Winners of GEF Challenge Program for Adaptation Innovation announced.</i> Available at https://www.thegef.org/newsroom/press-releases/winners-gef-challenge-program-adaptation-innovation-announced .

Type of contribution	Year	Reference
Presentation delivered at workshops under the KJWA	2024	<i>GEF announces winners of first Innovation Window funds.</i> Available at https://www.thegef.org/newsroom/press-releases/gef-announces-winners-first-innovation-window-funds .
	2019	<i>Assessing Climate Change Adaptation, Co-benefits, and Resilience.</i> Available at https://unfccc.int/sites/default/files/resource/3%20GEF%20presentation%20on%20measuring%20adaptation%20benefits%20Koronivia%20Workshop%20unfccc.pdf .
	2019	<i>GEF Strategy on Agriculture.</i> Available at https://unfccc.int/sites/default/files/resource/9%20Koronivia_GEF%20presentation_SB50_FB.pdf .
	2019	<i>GEF Strategy on Agriculture.</i> Available at https://unfccc.int/sites/default/files/resource/2c_Koronivia_GEF%20presentation_COP25.pdf .
	2020	<i>GEF Support to Livestock Management Systems.</i> Available at https://unfccc.int/sites/default/files/resource/6_GEF_Koronivia_GEF_Livestock%20management%2025Nov2020_FINAL.pdf .
	2020	<i>GEF Support for Socio-economic and Food Security Dimensions of Climate Change.</i> Available at https://unfccc.int/sites/default/files/resource/5_GEF_Fareeha_Koronivia%20session%20FIQBAL%20GEF%20Dec%202.pdf .
	2021	<i>GEF Support to Sustainable land and water management, including integrated watershed management strategies, to ensure food security.</i> Available at https://unfccc.int/sites/default/files/resource/7%20Koronivia%20session%20PMartinez%20GEF%2010Jun2021.pdf .

IX. Katowice Committee on Impacts

9. The KCI, established in 2018, supports the work of the forum on the impact of the implementation of response measures. Its 2020–2025 workplan focuses on economic diversification, just workforce transition, impact assessment of response measures, and capacity-building for using impact assessment tools and methodologies.¹³

Table 9
Contributions from the Katowice Committee on Impacts

Type of contribution	Year	Reference
Technical paper	2021	<i>Database for tools for assessment of impacts of the implementation of mitigation policies and strategies (response measures).</i> Available at https://unfccc.int/documents/274695 .
	2023	<i>Impacts of Emerging Industries and Businesses Hydrogen, Carbon Capture Utilisation and Storage and Artificial Intelligence.</i> Available at https://unfccc.int/documents/632556 .
	2023	<i>Implementation of just transition and economic diversification strategies: a compilation of best practices from different countries.</i> Available at https://unfccc.int/documents/624596 .
	2024	<i>Impacts of the implementation of response measures on intergenerational equity, gender, local communities, Indigenous Peoples, youth and people in other vulnerable situations.</i> Available at https://unfccc.int/documents/638245 .
Workshop report	2021	<i>Socioeconomic and food security dimensions of climate change in the agricultural sector.</i> Available at https://unfccc.int/documents/273839 .
	2021	<i>Sustainable land and water management, including integrated watershed management strategies, to ensure food security.</i> Available at https://unfccc.int/documents/302101 .

¹³ See <https://unfccc.int/constituted-bodies/KCI>, including for the workplan.

Type of contribution	Year	Reference
Case study	Ongoing	<i>Financing green growth: Assessing the impacts of Brazil's largest financial mechanism (Plano Safra) on just transitions in the agricultural sector.</i> Available at https://unfccc.int/sites/default/files/resource/Proposal_Climate%20Strategies.pdf .
	Ongoing	<i>Applying Climate Economy Models to Support Economic Diversification and Job-Rich Resilient Growth – A case study from Nigeria.</i> Available at https://unfccc.int/sites/default/files/resource/Proposal_GIZ%20%281%29.pdf .
	Ongoing	<i>Los Jardines Institute and the Justice40 Coalition.</i> Reference to be provided after publishing.
Presentation delivered at workshops under the KJWA	2020	<i>The Katowice Committee of Experts on the Impacts of the Implementation (KCI) input to the Koronivia workshop on socioeconomic and food security dimensions of climate change in the agricultural sector.</i> Available at https://unfccc.int/sites/default/files/resource/6_KCI_Annela_at%20KJWA.pdf .
	2021	<i>The Katowice Committee of Experts on the Impacts of the Implementation of Response Measures (KCI) input to the KJWA workshop on sustainable land and water management, including integrated watershed management strategies, to ensure food security.</i> Available at https://unfccc.int/sites/default/files/resource/3%20KCI%20at%20KJWA%20in%20June%202020%20for%20sharing.pdf .

X. Least Developed Countries Expert Group

10. The LEG, established in 2001, is mandated to provide technical guidance and support to the LDCs with regard to formulating and implementing NAPs, preparing and implementing national adaptation programmes of action and implementing the LDC work programme. The LEG is also mandated to provide technical guidance and advice on accessing funding from the GCF for formulating and implementing NAPs, in collaboration with the GCF secretariat.¹⁴

Table 10
Contributions from the Least Developed Countries Expert Group

Type of contribution	Year	Reference
Report	2023	<i>Efforts of the Least Developed Countries in implementing adaptation projects under the national adaptation programmes of action, national adaptation plans and related programmes through the financial mechanism of the Convention and the Paris Agreement.</i> Available at https://unfccc.int/sites/default/files/resource/UNFCCC_LEG_Synthesis_Report_2023.pdf .
	2024	<i>Progress in the process to formulate and implement national adaptation plans.</i> Available at https://unfccc.int/sites/default/files/resource/sbi2024_23.pdf .
	2025	<i>Climate change adaptation project profiles from the Least Developed Countries.</i> Available at https://unfccc.int/sites/default/files/resource/Collection-of-project-ideas-January-2025.pdf .
	2025	<i>Efforts of the least developed countries in accessing funding for the process to formulate and implement national adaptation plans.</i> Available at https://unfccc.int/sites/default/files/resource/Recognition-Synthesis-LEG-2025.pdf .
Presentation delivered at workshops under the KJWA	2018	<i>Work of the LDC Expert Group.</i> Available at https://unfccc.int/sites/default/files/resource/LEG%20at%20Koronivia%20workshop_0.pdf .
	2019	<i>Work of the LDC Expert Group.</i> Available at https://unfccc.int/sites/default/files/resource/3%20LEG%20SB50%20Koronivia%20workshop.pdf .

¹⁴ See <https://unfccc.int/LEG>.

Type of contribution	Year	Reference
Supplements by other organizations	2021	<i>Opportunities for enhancing support on food systems/security in national adaptation plans</i> . Available at https://unfccc.int/sites/default/files/resource/4%20LEG%20NAP%20Koronivia%20June%202021.pdf .
	2015	FAO. <i>Guidelines to Support the Integration of Genetic Diversity into Climate Change Adaptation Planning and NAPs</i> . Available at https://napcentral.org/supplementary-materials/67 .
	2017	FAO. <i>Addressing Agriculture, Forestry and Fisheries in National Adaptation Plans</i> . Available at https://napcentral.org/supplementary-materials/125 .
	2017	CCAFS. <i>10 best bet innovations for adaptation in agriculture: A supplement to the UNFCCC NAP Technical Guidelines</i> . Available at https://napcentral.org/supplementary-materials/127 .
	2021	CCAFS. <i>Digital agriculture to enable adaptation</i> . Available at https://napcentral.org/supplementary-materials/141 .
	2022	Group on Earth Observations. <i>Integrating earth observations into the formulation and implementation of national adaptation plans: agriculture and food security</i> . Available at https://napcentral.org/supplementary-materials/147 .

XI. Santiago network

11. COP 25 established, as part of the WIM, the Santiago network for averting, minimizing and addressing loss and damage associated with the adverse effects of climate change to catalyse technical assistance for implementing relevant approaches at the local, national and regional level in developing countries that are particularly vulnerable to the adverse effects of climate change.¹⁵

Table 11

Contributions from the Santiago network

Type of contribution	Year	Reference
Addenda to the reports of the WIM Executive Committee	2021	<i>Report of the Executive Committee of the Warsaw International Mechanism for Loss and Damage associated with Climate Change Impacts</i> . Available at https://unfccc.int/sites/default/files/resource/sb2021_04a01.pdf .
	2022	<i>Report of the Executive Committee of the Warsaw International Mechanism for Loss and Damage associated with Climate Change Impacts</i> . Available at https://unfccc.int/sites/default/files/resource/sb2022_02a01.pdf .
	2023	<i>Report of the Executive Committee of the Warsaw International Mechanism for Loss and Damage associated with Climate Change Impacts</i> . Available at https://unfccc.int/sites/default/files/resource/sb2023_04a01.pdf .
Guidelines	2024	<i>Guidelines and procedures for responding to requests for technical assistance</i> . Available at https://assets.santiago-network.org/Common/Documents/Core/SNAB_2024_3_06.Rev.2-Guidelines-and-procedures-for-responding-to-requests-for-technical-assistance-06Sep2024-Approved.pdf .
	2024	<i>Guidelines for the designation of organizations, bodies, networks and experts as members of the Santiago network</i> . Available at https://assets.santiago-network.org/Common/Documents/SNAB_2024_2_06.Rev.2-Guidelines-for-the-designation-of-organizations-bodies-networks-and-experts-as-members-of-the-Santiago-network.pdf

¹⁵ See <https://unfccc.int/santiago-network>.

XII. Standing Committee on Finance

12. The SCF was established in 2010 to help the COP to exercise its functions with respect to the Financial Mechanism in terms of improving coherence and coordination in the delivery of climate change financing; rationalization of the Financial Mechanism; mobilization of financial resources; and measurement, reporting and verification of support provided to developing country Parties.¹⁶

Table 12

Contributions from the Standing Committee on Finance

Type of contribution	Year	Reference
Technical report	2018	<i>Third Biennial Assessment and Overview of Climate Finance Flows</i> . Available at https://unfccc.int/topics/climate-finance/resources/biennial-assessment-of-climate-finance .
	2021	<i>Fourth Biennial Assessment and Overview of Climate Finance Flows</i> . Available at https://unfccc.int/sites/default/files/resource/54307_1%20-%20UNFCCC%20BA%202020%20-%20Report%20-%20V4.pdf .
	2021	<i>First report on the determination of the needs of developing country Parties related to implementing the Convention and the Paris Agreement</i> . Available at https://unfccc.int/topics/climate-finance/workstreams/determination-of-the-needs-of-developing-country-parties/first-report-on-the-determination-of-the-needs-of-developing-country-parties-related-to-implementing .
	2022	<i>Fifth Biennial Assessment and Overview of Climate Finance Flows</i> . Available at https://unfccc.int/topics/climate-finance/resources/biennial-assessment-and-overview-of-climate-finance-flows .
	2022	<i>Report on progress towards achieving the goal of mobilizing jointly USD 100 billion per year to address the needs of developing countries in the context of meaningful mitigation actions and transparency on implementation</i> . Available at https://unfccc.int/process-and-meetings/bodies/constituted-bodies/standing-committee-on-finance-scf/progress-report .
	2023	<i>Report on the doubling of adaptation finance</i> . Available at https://unfccc.int/process-and-meetings/bodies/constituted-bodies/standing-committee-on-finance-scf/scf-activities/measurement-reporting-and-verification-of-support-beyond-the-biennial-assessment-and-overview-of-report-on-the-doubling-of-adaptation-finance .
	2024	<i>Second report on progress towards achieving the goal of mobilizing jointly USD 100 billion per year to address the needs of developing countries in the context of meaningful mitigation actions and transparency on implementation</i> . Available at https://unfccc.int/process-and-meetings/bodies/constituted-bodies/standing-committee-on-finance-scf/progress-report .
	2024	<i>Sixth Biennial Assessment and Overview of Climate Finance Flows</i> . Available at https://unfccc.int/topics/climate-finance/resources/biennial-assessment-and-overview-of-climate-finance-flows .
	2024	<i>Second report on the determination of the needs of developing country Parties related to implementing the Convention and the Paris Agreement</i> . Available at https://unfccc.int/topics/climate-finance/workstreams/needs-report .
Presentation delivered at workshops under the KJWA	2018	<i>Work of the Standing Committee on Finance relating to agriculture</i> . Available at https://unfccc.int/sites/default/files/resource/Koronivia_SCF.pdf .
Summary report	2022	<i>Mapping of available information relevant to Article 2, paragraph 1(c), of the Paris Agreement, including its reference to Article 9 thereof</i> . Available at https://unfccc.int/documents/620484 .
	2024	<i>Summary report of the 2024 Forum of the Standing Committee on Finance on accelerating climate action and resilience through gender-responsive finance</i> . Available at https://unfccc.int/documents/641149 .

¹⁶ See <https://unfccc.int/SCF>.

XIII. Technology Executive Committee

13. The TEC, established in 2010 as the policy arm of the Technology Mechanism, identifies policies that can accelerate the development and transfer of low-emission and climate-resilient technologies, while promoting cooperation and collaboration on climate technologies.¹⁷

Table 13

Contributions from the Technology Executive Committee

Type of contribution	Year	Reference
Report	2024	<i>Climate Technologies for Agrifood System Transformation: Placing food security, climate change and poverty reduction at the forefront.</i> Available at https://unfccc.int/ttclear/tec/water-energy-food.html#agrifood .
	2024	<i>Analysis of success stories from implemented Technology Action Plans.</i> Available at https://unfccc.int/ttclear/misc_/StaticFiles/gnwoerk_static/tec_support/263985bf879947389a9939a89c029897/d2d60f0a42114ffdaee93284ef170a88.pdf .
Joint annual report to the COP and the CMA	2024	<i>Joint annual report of the Technology Executive Committee and the Climate Technology Centre and Network for 2024.</i> Available at https://unfccc.int/sites/default/files/resource/sb2024_03E.pdf .
Presentation delivered at workshops under the KJWA	2018	<i>Technology Executive Committee work in Agriculture.</i> Available at https://unfccc.int/sites/default/files/resource/COP24_Koronivia_TEC.pdf .
COP event	2020	<i>The Best of Both Worlds: Uniting Adaptation Technologies and Nature-based Solutions to Enhance Coastal and Ocean Resilience.</i> Available at https://unfccc.int/ttclear/events/2020/2020_event07 .
	2024	<i>Moving forward with NDC acceleration in agrifood systems: Climate Technology Uptake.</i> Available at https://unfccc.int/ttclear/events/2024/2024_event05 .

¹⁷ See <https://unfccc.int/ttclear/tec>.

Annexe II

Relations entre les activités et les objectifs de l'Initiative commune de Charm el-Cheikh sur la mise en œuvre d'une action climatique pour l'agriculture et la sécurité alimentaire

[Anglais seulement]

<i>SJWA objective</i>	<i>Related activities by constituted bodies, and financial and other entities under the Convention, as well as relevant international organizations</i>
(a) Promoting a holistic approach to addressing issues related to agriculture and food security, taking into consideration regional, national and local circumstances, in order to deliver a range of multiple benefits, where applicable, such as adaptation, adaptation co-benefits and mitigation, recognizing that adaptation is a priority for vulnerable groups, including women, Indigenous Peoples and small-scale farmers	See activities undertaken by the AC (para. 12), the AF (para. 16), the CTCN (para. 21), the FWG (paras. 30–35), the GCF (para. 48), the GEF (para. 38), the KCI (para. 59), the LEG (para. 61), the SCF (paras. 75–76) and the TEC (paras. 79–80), as well as FAO (paras. 86 and 88)
(b) Enhancing coherence, synergies, coordination, communication and interaction between Parties, constituted bodies and workstreams, the operating entities of the Financial Mechanism, the AF, the LDCF and the SCCF in order to facilitate the implementation of action to address issues related to agriculture and food security	See activities undertaken by the AC (para. 10), the AF (paras. 15 and 17), the CTCN (para. 21), the FWG (paras. 30–36), the GCF (paras. 51–52), the GEF (paras. 41–42), the LEG (paras. 62–64), the TEC (para. 83) and the WIM Executive Committee (para. 26)
(c) Promoting synergies and strengthening engagement, collaboration and partnerships among national, regional and international organizations and other relevant stakeholders, as well as under relevant processes and initiatives, in order to enhance the implementation of climate action to address issues related to agriculture and food security	See activities undertaken by the AC (para. 10), the AF (para. 16), the CTCN (para. 22), the FWG (para. 37), the GCF (para. 53), the GEF (para. 43), the KCI (para. 59), the LEG (para. 64), the SCF (para. 76) and the TEC (paras. 79–80), as well as FAO (para. 88)
(d) Providing support and technical advice to Parties, constituted bodies and the operating entities of the Financial Mechanism on climate action to address issues related to agriculture and food security, respecting the Party-driven approach and in accordance with their respective procedures and mandates	See activities undertaken by the AC (paras. 9 and 11–13), the AF (paras. 15, 16 and 18), the CGE (paras. 23–25), the CTCN (para. 20), the FWG (paras. 31–35), the GCF (para. 54), the GEF (para. 44), the KCI (para. 59), the LEG (para. 65), the Santiago network (para. 68), the TEC (paras. 79–80) and the WIM Executive Committee (para. 27), as well as FAO (paras. 87–88)
(e) Enhancing research and development on issues related to agriculture and food security and consolidating and sharing related scientific, technological and other information, knowledge (including local and Indigenous knowledge), experience, innovations and best practices	See activities undertaken by the AC (paras. 9–11 and 13), the AF (paras. 15–16), the CTCN (paras. 21–22), the FWG (paras. 30–35), the GCF (para. 55), the GEF (para. 45), the KCI (para. 57), the SCF (para. 75), the TEC (paras. 79–80) and the WIM Executive Committee (para. 27), as well as FAO (paras. 87–88)
(f) Evaluating progress in implementing and cooperating on climate action to address issues related to agriculture and food security	See activities undertaken by the AC (para. 9), the AF (para. 19), the GCF (para. 56), the GEF (para. 46), the LEG (para. 66), the SCF (paras. 72–77) and the TEC (para. 80), as well as FAO (para. 88)
(g) Sharing information and knowledge on developing and implementing national policies, plans and strategies related to climate change, while recognizing country-specific needs and contexts	See activities undertaken by the AF (paras. 16 and 18), the GCF (para. 56), the GEF (para. 47), the KCI (para. 59), the SCF (para. 72) and the TEC (paras. 80–82), as well as FAO (para. 88)

^a Paragraphs referenced are paragraphs in the main body of this document.

Références

[Anglais seulement]

AC. 2020. *How developing countries are addressing hazards, focusing on relevant lessons learned and good practices*. Bonn: UNFCCC. Available at <https://unfccc.int/documents/267818>.

AC. 2022. *Information paper on linkages between adaptation and mitigation. Information paper by the Adaptation Committee*. Bonn: UNFCCC. Available at <https://unfccc.int/documents/460926>.

AF. 2022. *Lessons learned from the Adaptation Fund Experience in Strengthening Long-term Resilience Through Food Security*. Available at <https://www.adaptation-fund.org/wp-content/uploads/2022/12/English.pdf>.

FAO and UNFCCC. 2024. *Climate technologies for agrifood systems transformation: Placing food security, climate change and poverty reduction at the forefront*. Bonn and Rome: UNFCCC and FAO. Available at https://unfccc.int/ttclear/misc_/StaticFiles/gnwoerk_static/TEC_WEF/4ba082ff54714373ae717ca999b44ef3/a04e2613d1ff4e00908adea0848ef244.pdf.

GEF. 2018. *Formative Review of the Integrated Approach Pilot Programs*. Washington, DC: GEF IEO. Available at <https://www.gefio.org/sites/default/files/documents/evaluations/iaps-2017.pdf>.

GEF. 2024. *Strategy for Knowledge Management and Learning*. GEF. Available at <https://www.thegef.org/newsroom/publications/strategy-knowledge-management-and-learning>.

KCI. 2023a. *Impacts of Emerging Industries and Businesses Hydrogen, Carbon Capture Utilisation and Storage and Artificial Intelligence*. Bonn: UNFCCC. Available at <https://unfccc.int/documents/632556>.

KCI. 2023b. *Implementation of just transition and economic diversification strategies: a compilation of best practices from different countries*. Bonn: UNFCCC. Available at <https://unfccc.int/documents/624596>.

KCI. 2024. *Impacts of the implementation of response measures on intergenerational equity, gender, local communities, Indigenous Peoples, youth and people in other vulnerable situations*. Bonn: UNFCCC. Available at <https://unfccc.int/documents/638245>.

LEG. 2024. *Climate change adaptation project profiles from the Least Developed Countries*. Bonn: UNFCCC. Available at <https://unfccc.int/documents/636739>.

LEG. 2025. *Efforts of the least developed countries in accessing funding for the process to formulate and implement national adaptation plans*. Bonn: UNFCCC. Available at <https://unfccc.int/topics/adaptation-and-resilience/resources/publications/efforts-of-the-least-developed-countries-in-accessing-funding-for-the-process-to-formulate-and>.

SCF. 2023. *Report on the doubling of adaptation finance*. Bonn: UNFCCC. Available at <https://unfccc.int/process-and-meetings/bodies/constituted-bodies/standing-committee-on-finance-scf/scf-activities/measurement-reporting-and-verification-of-support-beyond-the-biennial-assessment-and-overview-of/report-on-the-doubling-of-adaptation-finance>.

SCF. 2024a. *Second report on progress towards achieving the goal of mobilizing jointly USD 100 billion per year to address the needs of developing countries in the context of meaningful mitigation actions and transparency on implementation*. Bonn: UNFCCC. Available at <https://unfccc.int/process-and-meetings/bodies/constituted-bodies/standing-committee-on-finance-scf/progress-report>.

SCF. 2024b. *Second report on the determination of the needs of developing country Parties related to implementing the Convention and the Paris Agreement*. Bonn: UNFCCC. Available at <https://unfccc.int/topics/climate-finance/workstreams/needs-report>.

SCF. 2024c. *Sixth Biennial Assessment and Overview of Climate Finance Flows*. Bonn: UNFCCC. Available at <https://unfccc.int/topics/climate-finance/resources/biennial-assessment-and-overview-of-climate-finance-flows>.

TEC and UNEP Copenhagen Climate Centre. 2024. *Analysis of success: stories from implemented Technology Action Plans*. Bonn: UNFCCC. Available at https://unfccc.int/ttclear/misc_/StaticFiles/gnwoerk_static/tec_support/263985bf879947389a9939a89c029897/d2d60f0a42114ffdaee93284ef170a88.pdf.

UNFCCC. 2022. *Technologies for adaptation: innovation, priorities and needs in agriculture, water resources and coastal zones*. Bonn: UNFCCC. Available at https://unfccc.int/sites/default/files/resource/AC_TechnologiesForAdaptation_AgricultureWaterCoastalZones.pdf.

WIM Executive Committee. 2019. *Compendium on comprehensive risk management approaches*. Bonn: UNFCCC. Available at <https://unfccc.int/documents/200759>.

WIM Executive Committee. 2024a. *Case studies of projects funded by the Green Climate Fund (GCF) in relation to the strategic workstreams of the Warsaw International Mechanism (WIM) for loss and damage*. Bonn: UNFCCC. Available at <https://unfccc.int/documents/642206>.

WIM Executive Committee. 2024b. *Non-economic losses: featuring loss of territory and habitability, ecosystem services and biodiversity, and cultural heritage*. Bonn: UNFCCC. Available at <https://unfccc.int/documents/644445>.

WIM Executive Committee. 2024c. *Technical guide on integrating human mobility and climate change linkages into relevant national climate change planning processes*. Bonn: UNFCCC. Available at <https://unfccc.int/documents/644396>.

WIM Executive Committee. 2025a. *Technical guide on sea level rise*. Bonn: UNFCCC. Available at <https://unfccc.int/sites/default/files/resource/WIM%20ExCom%20sea%20level%20rise.pdf>.

WIM Executive Committee. 2025b. *Compendium on comprehensive risk management approaches – volume 2*. Bonn: UNFCCC. Available at https://unfccc.int/sites/default/files/resource/WIM_ExCom_Compendium_vol.2.pdf.
